

N° 2732
61^e année
du 20 septembre
au 3 octobre 2007
Prix : 3€ (20 F)

L'ACTION FRANÇAISE 2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

DOSSIER

NATION ET SOVERAINETÉ

par
Michel FROMENTOUX
Élie HATEM
Aristide LEUCATE
Michel MICHEL
Entretien avec
Jean-Marie LE PEN

pages 7 à 10

L'ESSENTIEL

Pages 2, 4 et 5

POLITIQUE FRANÇAISE

– Du mondialisme
au patriotisme économique

par Henri LETIGRE

– Bandes ethniques
et débandades politiques

par Aristide LEUCATE

– Un regard chrétien
sur l'immigration

– Sarkozy, maître d'école

par Michel FROMENTOUX

– Le rugby
devenu religion civile

par Pierre CARVIN

Pages 6 et 16

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– Sage Maroc

par Pascal NARI

– Vers un éclatement
de la Belgique ?

Entretien avec
LUC BEYER DE RYKE

Page 11

HISTOIRE

– Temps Présent :
le naufrage d'un journal
catholique

par Yves LENORMAND

– Le chevalier d'Éon,
un aventurier des Lumières

par Michel FROMENTOUX

Pages 12 et 13

ARTS & LETTRES

– Luciano Pavarotti

par Monique BEAUMONT

– Mémoire militante

par Pierre LAFARGE

– Poches en stock

par Anne BERNET

Pages 14

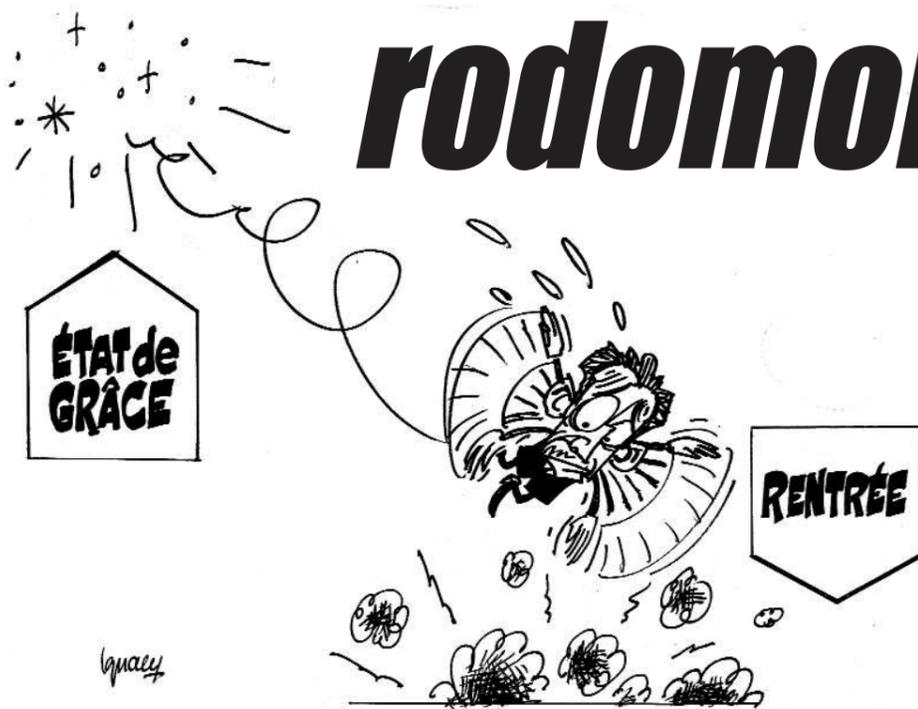
LES GRANDS TEXTES

– Rousseau, Romantisme
et Révolution

par Gérard BAUDIN

SARKOZY

Illusions et rodomontades



L'éditorial
de Pierre PUJO
(page 3)

CLEARSTREAM

Sordide règlement de comptes

La meilleure défense, c'est l'attaque. Dominique de Villepin a décidé de mettre en œuvre le dicton dans cette affaire Clearstream où les juges Pons et d'Huy ne lui ont laissé aucun répit cet été, le convoquant en juillet, puis en août, lui interdisant de communiquer avec l'ancien président Jacques Chirac, lui infligeant une caution faramineuse de 200.000 euros, pour terminer en le mettant en examen. Cela pourquoi ? Pour « **complicité de dénonciation**

calomnieuse et complicité de faux ». Il est accusé d'avoir introduit, ou fait introduire, le nom de Nicolas Sarkozy sur un listing de gens suspects de posséder un compte en banque au Luxembourg, destiné à dissimuler des fonds douteux. C'était durant la campagne présidentielle, à une époque où Villepin et Sarkozy étaient en concurrence pour l'Élysée.

Vraiment pas de quoi fouetter un chat. Dominique de Villepin ne pouvait-il pas enquêter alors indirectement sur les relations de ses ministres à l'étranger ? À supposer qu'il y ait un scandale, l'affaire n'était-elle pas du ressort de la Cour de justice de la République qui a été conçue précisément pour traiter des agissements des ministres dans l'exercice de leurs fonctions et qui est censée user

de toute la discrétion souhaitable afin de protéger les intérêts de l'État dans les affaires dont elle est saisie ? Mais Nicolas Sarkozy veillait... Il s'est porté partie civile. En faisant figurer son nom sur un listing Clearstream, on lui a causé préjudice, estime-t-il, on a fait du tort à sa réputation... On aurait pu penser que la campagne présidentielle étant terminée, les poursuites judiciaires n'avaient plus lieu de continuer et qu'il pouvait y renoncer. Rien ne s'est produit et c'est au tour de Villepin de se montrer agressif en se posant dans le rôle de victime... Le feuilleton promet de se prolonger encore des semaines, avec l'accumulation de notes, de témoignages, de dossiers...

Réellement, la justice française n'a-elle pas mieux à faire que de s'occuper de règlements de comptes entre deux candidats à la présidence de la République où le plaignant n'a jamais subi aucun tort puisque le voilà installé à l'Élysée ?

Jacques CÉPOY

IMMIGRATION ET TESTS A.D.N.

■ Thierry Mariani, député des Alpes-Maritimes, ayant fait adopter en commission un amendement prescrivant le recours à des tests A.D.N. pour les demandes de visas formulées par des étrangers qui sollicitent un regroupement familial, le «lobby» immigrationniste a été saisi aussi d'un grand émoi. C'est à ses yeux une idée indigne de la France. Les pro-immigrés soulignent aussi les difficultés de mettre en œuvre de tels tests dans des pays lointains qui ne sont pas équipés des laboratoires nécessaires pour les pratiquer.

Il conviendrait de prendre toutes les précautions nécessaires pour que les tests soient crédibles. Il faudrait régler le cas des enfants adoptés et des illégitimes. Cela dit, des candidats au regroupement familial doivent pouvoir

justifier de leur filiation par tous moyens qui ne portent pas atteinte à leur intégrité physique. Ces tests permettraient de déjouer les fraudes assez fréquentes dans les documents d'état-civil établis en Afrique. Dans ces conditions pourquoi y renoncerait-on ? Cette procédure est déjà utilisée par onze de nos partenaires européens.

Le regroupement familial encourage une immigration de peuplement. Il ne saurait être considéré comme un droit. Certains immigrants s'installent en France au titre du rapprochement entre les membres d'une même famille pourront s'assimiler et devenir par la suite des Français, certes, mais cette faveur ne saurait être automatique.

A.F.

M 01093 - 2732 - F: 3,00 €



L'après-cyclone

■ Le 17 août dernier, le cyclone Dean passait sur la Martinique et une partie de la Guadeloupe. Dans cette dernière, les dégâts ont été ceux que l'on connaît lors de chaque phénomène important de ce type : plages dévastées, fils électriques arrachés, arbres barrant les routes, plantations de bananes endommagées. Si certaines lignes téléphoniques ne sont pas encore réparées, le retour à la normale est effectué dans l'île aux belles eaux, même s'il reste beaucoup à faire.

En Martinique, en revanche, la facture est plus lourde : toutes les bananeraies sont détruites. Des toits de maisons traditionnelles se sont envolés et certaines familles se retrouvent sans rien. Le monde agricole mais aussi celui de la pêche ont sévèrement pâti du passage de Dean et il faudra longtemps pour rétablir l'économie locale. Des millions d'euros sont déjà débloqués tant par le conseil général, le conseil régional que le gouvernement français.

Reste une leçon à tirer de cette catastrophe : la poignée d'indépendantistes existant encore dans les Antilles françaises devraient réfléchir à ce qui arriverait si la Métropole lâchait ses départements d'Amérique. Qui paierait pour réparer les dégâts ? La majorité de la population, quant à elle, sait que sans la France, Martinique et Guadeloupe seraient vite ramenées au niveau économique de certains pays voisins comme la Dominique et Haïti, c'est à dire à presque rien.

Renaud DOURGES

Du mondialisme au patriotisme économique

par
Henri LETIGRE

Le mur des réalités se dresse toujours devant les affirmations gratuites des adeptes du libéralisme, du socialisme et de leur fille illégitime, la mondialisation. L'été 2007 l'aura confirmé à travers trois événements, apparemment sans rapport : la contagion de la crise économique américaine, la mise à l'épreuve de l'"homme providentiel" républicain et les aléas de la fusion GDF-Suez.

L'année 2007 est marquée par l'avènement des fonds souverains.

La crise des "subprimes mortgage" (crédits hypothécaires à risques), survenue aux États-Unis au mois d'août, a démontré que les échanges économiques massifs n'étaient pas toujours heureux ; ils participent simplement à l'expansion du capitalisme et à son corollaire, les crises de réajustement.

Le capitalisme a constamment besoin de nouveaux marchés. Lorsque les débouchés commencent à saturer, il faut relancer la demande : les "crédits hypothécaires rechargeables" apportent les fonds nécessaires. Le mécanisme des "subprimes mortgage" repose sur lui-même : il procure des prêts bancaires selon la hausse de la valeur théorique des biens achetés à crédit ; plus les emprunteurs s'endettent, plus les prix s'envolent, le surcroît d'achats entraînant mécaniquement une hausse des valeurs d'échange, ce qui ouvre de nouvelles opportunités d'emprunt, et ainsi de suite... jusqu'au jour où la virtualité du phénomène est rattrapée par l'impossibilité de rembourser les crédits souscrits. Dans ce cas, les banques n'ont plus confiance dans les emprunteurs ; les entreprises ralentissent leurs investissements car elles craignent la récession ; les particuliers freinent leur consommation faute de nouveaux crédits ; etc. La preuve est faite que la mondialisation peut aussi bien apporter la croissance que la crise !

En France, un autre mythe s'effondre, selon lequel les échéances électorales feraient immanquablement apparaître un homme providentiel susceptible d'engendrer la confiance créatrice de reprise économique. Or, derrière les paillettes et la suractivité du nouvel hôte de l'Élysée, c'est l'atonie de la croissance qui guette. Cela s'explique en grande partie par les contradictions du Président : d'un côté, il relance la Constitution européenne, et de l'autre, il espère un sursaut économique national.

Contradictions

Depuis le rejet du traité constitutionnel européen en 2005, une certaine confiance économique s'était répandue en France : les entreprises recommençaient à investir et à embaucher, les perspectives de fuites éperdues vers les frontières d'une Europe sans bornes disparaissaient. Avec la relance institutionnelle européenne et le projet de réforme de notre propre constitution, qui pourrait abroger l'obligation d'approuver par référendum les nouvelles adhésions à l'UE, le sarkozysme se détourne de nos infrastructures pour ne compter que sur la mise en place d'une fédération difforme, sans cesse plus élargie, que complètera un "partenariat euro-méditerranéen". Les entreprises reprennent donc leurs anticipations et investissent dans les zones où les coûts sont moindres.

Renierement

Concernant la fusion GDF-Suez, le président de la République se sera doublement renié : d'abord en proposant des alternatives à ce rapprochement qui auraient fait passer nos entreprises sous la bannière de groupes étrangers ; ensuite en acceptant une quasi-privatisation alors qu'il avait affirmé que l'État resterait « **quoi qu'il arrive** » propriétaire majoritaire du gazier national.

La réalité de la mondialisation est très différente de la vision dogmatique du libéralisme. Jamais, sur le plan économique, les États, à travers leurs institutions financières, n'auront été aussi présents qu'aujourd'hui : depuis 2003, le fonds de pension contrôlé par l'État norvégien a investi plus de 300 milliards de dollars et est ainsi actif dans quatre-vingt-dix sociétés françaises ; les banques des États du golfe arabo-persique multiplient les participations, notamment dans Eurodisney ; le Temasek créé en 1974 par l'État singapourien investit aujourd'hui sur l'ensemble de la planète ; la Chine va consacrer 300 milliards de dollars par an à l'acquisition d'entreprises étrangères ; le 1^{er} février 2008, la Russie instituera à son tour un "fonds pour les

générations futures" censé d'acheter des actions cotées sur les grandes places financières...

En août dernier, face à cette déferlante nationale, Angela Merkel déclarait : « **Un projet de loi sera présenté au Parlement pour préserver les intérêts nationaux menacés par des investissements étrangers problématiques.** » Les actes ont précédé les intentions avec la prise de contrôle de Volkswagen par Porsche. La France doit, elle aussi, comme dans le dossier GDF-Suez, se protéger et utiliser l'État pour défendre les fleurons de son industrie. La vraie rupture passe par la mise en œuvre du patriotisme économique. L'année 2007 n'est pas celle du triomphe du mondialisme, mais, bien au contraire, celle de l'avènement des fonds souverains. L'État doit absolument créer ce type d'organisme ! ■

DES COMITÉS POUR L'ESBROUFE

● **ÉRIC ZEMMOUR** grand reporter au FIGARO, observe (7/9/07) l'inflation des comités et commissions depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir. Ils tendent à concurrencer les ministres. É. Zemmour rappelle un exemple célèbre, sous la Régence : « **Lorsque le duc d'Orléans prit le pouvoir à la mort de Louis XIV, il instaura d'innombrables conseils chargés de l'assister dans sa tâche. Ce fut le temps de la "polysynodie". Il s'agissait déjà dans l'esprit de son grand concepteur, le duc de Saint-Simon, d'en finir avec la tyrannie des "bureaux" qu'avait selon lui installée Colbert. Le petit duc avait aussi un objectif sociologique : abattre la puissance de la bourgeoisie de robe pour rétablir celle de l'aristocratie d'épée. Ce fut un fiasco et le régent rétablit vite la gestion centralisée héritée de Colbert. Jusqu'à Bonaparte qui lui donna la force indestructible du granit.** »

« On a souvent comparé Sarkozy et Bonaparte. La nouveauté est que le président associe "hyper-présidence" personnalisée et multiplication des comités. Car la dictature des bureaux n'est supportable que lorsque les ministres ont assez de poids et d'autorité pour leur imposer. » Ce n'est pas le cas actuellement « ... Sarkozy sait mieux que personne que les ministres qu'il a nommés ne sont pas pour la plupart à la hauteur de cette tâche. C'est d'ailleurs qu'ils n'ont pas été choisis par le président pour leur compétence, leur expérience, ou même leur poids politique. Les critères de sélection ont été tout autres : sexe, origines, couleur, âge. Sarkozy a composé son gouvernement pour satisfaire aux canons du politiquement correct médiatique. » C'est dur pour nos excellences de lire cela... Il reste que plutôt que d'avoir des ministres responsables, Sarkozy a préféré diluer les responsabilités. L'agitation des comités donnera une impression d'action sans pour autant que les résultats suivent.

Jacques CEPOY

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs,
75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Pierre Pujo**
- Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
- Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
- Politique étrangère : Pascal Nari
- Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
- Enseignement, famille : **Michel Fromentoux**, chef de rubrique
- Sciences et société : Guillaume Chatizel,
- Outre-mer : Pierre Pujo
- Médecine : Jean-Pierre Dickès
- Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- Arts-lettres-spectacles : Renaud Dourges, Monique Beaumont
- Cinéma : Alain Waelkens
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- Art de vivre : Pierre Chaumeil
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
- Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

Fiançailles princières

La nouvelle des fiançailles de S.A.R. le Prince Charles-Philippe d'Orléans, duc d'Anjou, avec Mlle Diana Alvares Pereira de Melo, duchesse de Cadaval, est une grande joie pour l'Action française où le Prince compte de nombreux amis.

Fils de S.A.R. le Prince Michel de France, comte d'Evreux, il est le neveu de Monseigneur le Comte de Paris, duc de France, chef de la Maison de France. Officier de l'armée de terre, décoré de plusieurs distinctions militaires, actuellement associé d'un cabinet de conseil en développement international, le duc d'Anjou, aujourd'hui âgé de trente-quatre ans, a été intronisé le 12 septembre 2004 à Orléans Grand Maître de l'Ordre de Saint-Lazare. Il a plus d'une fois honoré de sa présence tant nos locaux de la rue Croix-des-Petits-Champs que nos banquets annuels où il a brillamment pris la parole. Son désir de défendre la souveraineté française se manifeste aussi par sa participation aux réunions du Forum pour la France.

Sa future épouse, onzième duchesse de Cadaval, est (depuis le décès en 2002 de son père Dom Jaime) chef de la Maison ducale de Cadaval, branche cadette des



Bragance, actuelle Maison du Portugal. Elle est dame d'honneur de l'Ordre souverain de Malte. C'est dans le cadre d'un dîner de gala de cet Ordre que les futurs époux

se sont rencontrés à Lisbonne au cours de l'été 2005.

Le Prince a tenu à annoncer officiellement ses fiançailles alors qu'il se trouvait fin août avec la duchesse de Cadaval dans la ville d'Eu à laquelle il est fort attaché et où plane toujours le souvenir de sa radieuse et très regrettée grand-mère, la comtesse de Paris.

Le mariage sera célébré au début de l'été 2008 à Evora, au Portugal, dans l'église et le palais de Cadaval.

L'Action française s'associe à la joie de la Famille de France, plus particulièrement de Mgr le Comte de Paris, duc de France, et de LL.AA.RR. le comte et la comtesse d'Evreux, à l'occasion de cette union prestigieuse, et présente à S.A.R. le Prince Charles-Philippe et à la duchesse de Cadaval ses vœux chaleureux de bonheur.

M.F.

* Mgr le duc d'Anjou a désormais un site internet : www.ducdanjou.com

ILLUSIONS ET RODOMONTADES

Semer des illusions, ça peut marcher un certain temps. Il arrive cependant un moment où il faut regarder en face la réalité des chiffres et en tirer les conséquences. C'est ce qu'ont fait la semaine dernière les ministres des Finances des partenaires européens de la France réunis à Porto à propos de la réduction de la Dette internationale de notre pays. Une réduction que M. de Villepin prévoyait en 2010 et que M. Sarkozy repousse à 2012. Un délai que nos partenaires ne jugent même pas fiable. Alors, ils ont rappelé la France à l'ordre en lui demandant de faire un effort plus important pour redresser ses comptes.

Nous achetons davantage à l'étranger que nous lui vendons. De là un déficit de notre balance commerciale qui ne cesse de s'aggraver. Nous appartenons les uns et les autres à la zone euro, ce qui signifie une solidarité monétaire. On ne peut tolérer un relâchement dans la gestion de certains pays tandis que d'autres s'imposeraient des mesures d'austérité. Voilà où nous en sommes. Mme Christine Lagarde, notre ministre des Finances, a évoqué la semaine dernière l'éventualité où la France devrait s'imposer un « plan de rigueur ». À l'Élysée, on a considéré cette déclaration comme une "gaffe". N'était-ce pas cependant du réalisme ?

Le poids de la Dette

Depuis l'élection présidentielle, le gouvernement encourage la consommation. N'aurait-il pas mieux valu pousser les Français à investir ? Il serait temps de sortir de la période électorale qui engendre le relâchement et même la surenchère dans le relâchement entre les candidats. Nicolas Sarkozy promettait un "paquet fiscal" aux Français. Le poids de la Dette ajoutée à la baisse des prévisions de croissance (ramenées à 2,25 % contre 3 % pour 2007) exigeait des mesures d'austérité plutôt que des cadeaux fiscaux.

M. Sarkozy annonce son intention d'accélérer le train des réformes cette semaine par des initiatives spectaculaires. Va-t-il passer à la réforme des régimes spéciaux de retraites ?

PAR
PIERRE PUJO

François Fillon déclarait il y a peu que l'unification des régimes était prête, laissant entendre que l'Élysée était responsable des retards dans la prise de décisions. Cette mesure ne suffira pas à rétablir l'équilibre des comptes sociaux du pays, à supposer que M. Sarkozy aille jusqu'au bout de ses projets.

Privilèges

Il doit en effet s'attendre à des tentatives d'obstruction de la part des syndicats. Ceux-ci auront le mauvais rôle de défendre le maintien d'inégalités choquantes, mais ne vont-ils pas chercher à mêler la "défense du pouvoir d'achat" avec le maintien des privilèges de certaines professions ? C'est déjà ce qu'ils ont fait en 1995 dans une longue épreuve de force avec M. Juppé. Or il est à remarquer que ceux qui se sont mis alors en mouvement dans une longue grève, ce sont les salariés des services publics, ceux des transports en particulier. À l'origine, les privilèges dont ils bénéficiaient étaient justifiés par la pénibilité de leur travail – c'était au temps des locomotives à vapeur – et par le niveau plus faible de rémunération dans le secteur public. Ces raisons ne peuvent plus être invoquées aujourd'hui. On ne peut justifier ainsi un départ prématuré en retraite ou un montant plus élevé des pensions versées.

On pourrait admettre que les salariés de certaines professions bénéficient d'un traitement de faveur pour leurs retraites. Cela dépend des accords de base qui les régissent et qui peuvent prévoir une cessation d'activité plus tôt qu'ailleurs et des indemnités de départ plus fortes. Il convient d'observer que c'est bien souvent le cas actuellement, et ce dans un pays qui a la religion de l'Égalité jusqu'à l'inscrire au fronton des monuments publics....

Cela dit, la plupart des régimes spéciaux concernent des agents publics qui se trouvent être des privilégiés dans notre société. Bénéficiant de statuts qui leur donnent la sécurité de l'emploi et des primes de risque, le cas échéant, ils n'ont pas de raisons de bénéficier d'avantages particuliers.

Promesses électorales

Au-delà de l'avenir des régimes spéciaux, les mesures de rigueur que pourrait prendre le gouvernement risquent d'être mal acceptées des Français. Il faut dire qu'ils n'ont pas été préparés à se serrer la ceinture. Au cours de la campagne électorale, ni M. Sarkozy ni M^{me} Royal ne le leur ont annoncé. Les candidats ont préféré les bercer de paroles rassurantes leur promettant toutes sortes de félicités s'ils votaient pour eux... Emploi, pouvoir d'achat, les candidats promettaient d'améliorer la situation dans ces deux domaines, sans parler du logement. Les élus se doivent de trouver des solutions aux problèmes concrets des électeurs... Ils ne leur ont pas dit qu'ils auraient des sacrifices à supporter, dans toutes les catégories sociales, que ces sacrifices ils devraient y consentir pour redresser les comptes du pays et permettre à la France de tenir sa place et de jouer son rôle en Europe et dans le monde. Tant à l'égard de nos partenaires européens qu'à l'égard des interlocuteurs sociaux de l'État, la politique de facilité et d'illusions pratiquée par M. Sarkozy ne peut avoir qu'un temps. elle ne saurait remplacer la prise en compte des réalités. ■

LANGUE FRANÇAISE ET RUGBY

■ L'un des fleurons de l'équipe de France de rugby, Sébastien Chabal, a répondu avec une grande dignité à un journaliste qui l'interrogeait en anglais : « Ici on est en France, alors on parle français ».

Bravo ! Ce sportif de haut niveau donne un bel exemple de dignité en se montrant fier de parler la langue de son pays. Nos res-

ponsables politiques auront-ils ce courage à l'heure où tant d'organismes supranationaux jouent à fond la carte de l'anglais ?...

Ce fait est à rapprocher de la campagne lancée par le ministère des Affaires étrangères, TV5 Monde, RFI, et l'Alliance française, en liaison avec la Fédération fran-

çaise de rugby, en vue de profiter de la Coupe du monde pour promouvoir le français auprès des 450 000 visiteurs attendus en France.

« La Coupe du monde est pour nous l'occasion de mettre en valeur la diversité du français, [...] une langue dynamique et vi-

vante, adaptée au monde d'aujourd'hui, ouverte aux influences et aux talents extérieurs », aurait déclaré Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères.

Prenons acte de cette bonne initiative. Espérons qu'elle débouchera sur des décisions concrètes...

M.F.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ Le dossier qui accompagne ce numéro porte sur "Nation et souveraineté" - un thème particulièrement actuel. Il débouche sur un grand débat qui touche à l'existence même de la France. M. Sarkozy et M. Fillon tentent de l'esquiver. À l'Action française, nous le ramenons à l'essentiel sans chercher à faire de l'esbroufe.

L'AF doit pouvoir continuer à s'exprimer et à faire connaître la vérité politique malgré la dureté des temps. Pour cela elle a besoin d'une aide généreuse de la part de ses amis.

Nous avons proposé à ceux-ci de nous adresser soixante euros correspondant aux soixante bougies de

l'anniversaire du journal que nous célébrons cette année. Beaucoup ont répondu positivement mais ce n'est pas suffisant. Continuez à nous aider. Il nous faut porter la souscription à 55 000 euros. Pour toute somme de 60 euros (ou davantage) qui nous sera versée, nous adresserons une belle reproduction photographique grand format du Comité directeur en 1908. Merci d'avance !

P.P.

Soixante euros...
ou davantage

* N.B. Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'A.F. 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

LISTE N° 13

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; M^{me} Bellegarde, 15,24 ; Raymond Sultra, 17,78 ; Joseph Lajudie, 20 ; M^{me} Marie-

Magdeleine Godefroy, 22,87 ; M^{me} Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 +30 ; Julien Thévet (2 mois), 50 ; Henri Morfin, 32 ; M^{me} Tatiana de Pritwitz, 45,73

Légion des "Mille" : Fernand Estève, 150 ; Anonyme, 152,45.

Pour les "60 Bougies" : M^{lle} Micheline Lefebvre, 60.

Total de cette liste : 646,69 €
Listes précédentes : 29.428,99 €
Total : 30 075,68 €
Total en francs : 197 266,38 F.

Valeurs

Mais qu'est-ce qui fait marcher Sarkozy ? "Sa fascination pour l'argent" indiquent ses proches. En novembre 2006, remettant place Beauveau la Légion d'Honneur à l'homme d'affaires Stéphane Richard, devenu depuis directeur de cabinet de Christine Lagarde à Bercy, Sarkozy lui indiquait publiquement : « Tu es riche, tu as une belle maison. Tu as fait fortune. Peut-être plus tard y parviendrais-tu moi-même ». On a les rêves et les valeurs qu'on peut....

De qui
se moquait-on ?

Pauvre Guy Môquet ! Son martyre n'est pas terminé puisque sa mémoire et son engagement de militant communiste ont été récupérés pour l'investiture d'un président libéral et atlantiste. Pire encore, voilà que sa déchirante lettre d'adieu est lue à l'équipe de France de rugby avant son premier match contre l'Argentine, comme si ses propos sur la guerre et la mort avaient à voir avec une rencontre sportive... Et en plus, c'est sa lettre qui est accusée d'être la cause de la défaite du XV de France. Est-ce que Nicolas Sarkozy, Bernard Laporte et leurs amis voudront bien laisser Guy Môquet dormir en paix ?

Volutes

Un brave Français qui allume sa cigarette en descendant du train sera immédiatement cerné par des agents de sécurité qui lui dresseront un procès-verbal ? Tous les lieux publics sont devenus non-fumeurs. Mais Nicolas Sarkozy se permet de continuer à offrir à André Santini, lors des réunions de travail à l'Élysée, des cigares ornés d'une bague "présidence de la République". Selon que vous serez puissant ou misérable...

Sécu

Comment financer la Sécurité sociale ? En taxant les stock-options, répond Philippe Séguin, président de la Cour des Comptes. « C'est un revenu du travail donc il est taxable » ajoute-t-il. Argument imparable. Et ses services ont calculé qu'une telle mesure pourrait rapporter à la Sécurité sociale 3 milliards d'euros par an. Nicolas Sarkozy, qui juge les régimes spéciaux "indignes", pourra s'indigner de la même façon sur les 8,5 milliards d'euros de stocks-options touchés par des dirigeants et des cadres hors de toute charge sociale.

PS

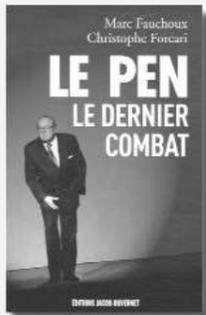
Il faut ajouter un PS à cette rubrique. PS : Pourquoi n'a-t-on rien à dire sur l'opposition de gauche ? Parce qu'elle-même n'a plus rien à dire. En dehors des révélations messianiques de Ségolène qui compare le martyre que lui font subir ses "amis" à celui de Jeanne d'Arc et déclare à propos des attaques dont elle est l'objet : « Pardonne leur car ils ne savent pas ce qu'ils font ». Ségolène, si tu promets de ne plus te présenter, nous t'accordons notre absolution.

Guillaume CHATIZEL

Le Pen, l'épouvantail

■ "Le dernier combat" de Jean-Marie Le Pen, c'est celui qu'il a mené à l'assaut de l'Élysée lors de l'élection présidentielle de 2007. Après avoir été qualifié pour le second tour en avril 2002, il se disait persuadé que, cette fois-ci, il l'emporterait...

Ces dernières années, il a infléchi son discours. Il s'est ouvert aux immigrés qui veulent devenir français. Il ne les rend plus responsables de l'insécurité ! Il accueille Dieuonné, qui fait de l'humour aux dépens des juifs, mais combat le racisme anti-noirs. Alain Soral, ancien communiste, vient l'applaudir à ses meetings. En Corse, Le Pen flirte avec les autonomistes et s'emploie à les dresser contre l'invasion maghrébine. Dans cette inflexion de langage du chef de la droite parlementaire nationale, il faut voir l'influence de sa fille cadette Marine Le Pen qui suscite chez beaucoup d'anciens la méfiance. Elle aspire à associer le Front national à la droite parlementaire installée après l'avoir dédiablement, lui avoir donné une allure "respectable".



Les auteurs n'éprouvent guère de sympathie pour Le Pen, tout en étant fascinés par sa personnalité. Ils décrivent les péripéties de sa campagne présidentielle récente. Ils ont le tort de les placer toutes sur le même plan. Ils énumèrent des faits, soulignent les contradictions mais ne fournissent guère d'explications sur les évolutions constatées. Ils ne disent pas comment, lors des récentes élections, Sarkozy et les chefs de l'U.M.P. ont raflé une partie de l'électorat du Front national en adoptant ses principaux thèmes. Ils n'envisagent pas comment il pourrait lui revenir...

En fin de compte, on ne trouve pas ici un effort de compréhension du Front national et de ceux qui l'ont rallié. "L'extrême-droite" y est présentée de façon grossière comme un ramassis de xénophiles, antisémites, catholiques traditionalistes et anti-islamiques, nostalgiques de la Collaboration, néo-nazie. Certains groupuscules, ultra-minoritaires au Front national, y ont une importance démesurée. En bref, un ouvrage qui n'apprend pas grand-chose sur Le Pen, sauf qu'il demeure la bête noire de la gauche.

P.P.

* Marc Fauchoux et Christophe Forcari : *Le Pen, le dernier combat*. Éd. Jacob-Duvernet, 203 pages, 19,90 euros.

Bandes ethniques et débandades politiques

S'il était un seul mérite à reconnaître à l'actuel président de la République, Nicolas Sarkozy, ce serait celui d'avoir osé transgresser le tabou qui empêche depuis plus de trente

Si toute société humaine doit se renouveler, c'est à la condition que cela se fasse selon un processus naturel d'intégration lente et graduelle des apports allogènes.

ans nos politiques d'affronter courageusement et sans états d'âme la question de l'immigration. On en veut pour preuve la dénomination de son nouveau ministère de l'Immigration, de l'identité nationale et du codéveloppement.

Sarkozy l'opportuniste ?

Certes, il convient de ne pas se bercer d'illusion et de toujours garder à l'esprit que le président de la République, toute honte bue, n'a fait que récolter à son bénéfice les thématiques prophétiques que le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, s'est évertué à semer patiemment dans le débat public, depuis le dernier tiers du XX^e siècle, au prix d'anathèmes et d'une déconsidération morale qui l'ont rendu infréquentable et finirent par le marginaliser à "l'extrême droite" de l'échiquier politique.

D'aucuns objecteront que la France n'était pas prête, idéologiquement, à entendre un discours radical mais réaliste. Le fruit était mûr, en somme, et M. Sarkozy n'aurait eu, opportunément, qu'à

par
Aristide LEUCATE

le cueillir. Il semble pourtant que les choses ne soient pas si simples et, si l'on peut discréditer à l'envi un discours politique, l'on ne peut nier très longtemps la réalité, à moins d'être aliéné, stupide ou hypocrite.

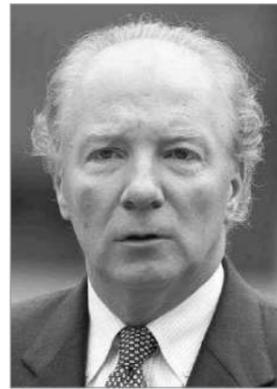
Nos gouvernants successifs ont souvent été affublés, hélas, de ces deux dernières tares. Il n'a échappé à personne que le visage de la société française (voire de la société européenne) avait progressivement mais sûrement subi des transformations qui la rendraient méconnaissable, pour ne pas dire effrayante, aux yeux d'un député radical-socialiste de la III^e République. C'est un fait incontestable que notre population s'est quelque peu chamarrée, sans qu'il faille voir derrière ce constat enfantin une once de racisme. D'ailleurs, cela n'a jamais échappé à la police ou aux magistrats, voire aux démographes ou chercheurs en science sociale. Seulement, le dogme de l'anti-racisme, qui, bien heureusement, commence à s'effriter bien qu'il ait encore la vie dure, pesait, telle une chape de plomb, dans tous les secteurs de la société.

Un rapport accablant

L'on éprouverait alors une légitime satisfaction à voir désormais évoquer dans la "grande presse" ce sujet si honni de la bien-pensance gôchisante, si l'on ne sentait aussitôt monter de nos entrailles citoyennes une sourde colère mâtinée d'un sentiment néantissant d'impuissance. Dans sa page 3, celui qui fut pendant longtemps à la pointe du terrorisme intellectuel, le "quotidien de référence", *Le Monde* (du jeudi 6 septembre 2007), commente avec force citations, le dernier rapport commis

par la Direction centrale des renseignements généraux, lequel fait état d'une augmentation, sur les cinq premiers mois de 2007, de 29 % des affrontements entre bandes.

Plus consternants, bien que peu surprenants, au fond, puisqu'à défaut de pouvoir le dire, on ne pouvait s'empêcher de l'observer, sont les termes mêmes de ce rapport : « ces formations délin-



Brice Hortefeux
La création
du ministère de l'Immigration
transgresse les tabous.

quantes constituées en majorité d'individus originaires d'Afrique noire ont la particularité d'instaurer une violence tribale ne donnant lieu à aucune concession [et dont] les affrontements entre bandes sont essentiellement liées à des rivalités territoriales ». Le journal, lui-même, n'hésite pas (plus ?) à parler d'« adolescents d'origine africaine » à propos de bandes sévissant à Chanteloup-les-Vignes (Yvelines). Que sont devenus nos "jeunes" que, naguère, il ne fallait surtout pas nommer, soit par leur origine ethnique, soit par leur nom à consonance exotique, sous peine d'un procès et ou d'une lapidation politico-médiatique ?

Mais cette pudibonderie terminologique n'a pas pour autant mis fin à un phénomène qui s'am-

plifie dangereusement, au risque inévitable, non seulement de faire exploser ce qui reste de la société française, mais aussi et surtout de la faire tout bonnement disparaître. S'il est évident que toute société humaine doit se renouveler sauf à sombrer corps et âme, c'est à la condition que cela se fasse selon un processus naturel d'intégration lente et graduelle des apports allogènes. L'Histoire de notre vieux pays nous l'enseigne pourtant ! Alors que nous subissons une incroyable régression démographique en Europe, celle-ci est désavantageusement compensée par un accroissement exponentiel de la pression migratoire en provenance, essentiellement, d'Afrique et de Turquie. Le nombre des décès d'Européens est proportionnel au nombre des naissances extra-européennes.

Fatalisme ou apocalypse ?

Bien plus, et pour ne retenir que le cas de la France, la part d'origine immigrée de la population française actuelle assure à elle seule environ 1/6^e des naissances en France, soit 110 000 naissances par an !. En 2030, les spécialistes les plus avertis de la question prévoient que « même en imaginant la mise en place d'une politique d'immigration zéro, la France compterait [...] 10 millions de résidents légaux d'origine extra-européenne, ce qui représenterait 15 % de la population et 30 % des naissances. Autrement dit, au tiers de ce siècle, un tiers de la "future France" serait d'origine extra-européenne » (Aymeric Chaurade, *NRH* n° 22, p. 60).

À coup sûr, ni les rodomontades du président de la République et de son ministre, Brice Hortefeux, ni ses gadgets "made in US" de la "discrimination positive" et de "l'immigration choisie" n'entraveront cette projection. Bien qu'un bon nombre d'immigrés s'assimilent, les débandades politiques s'accumuleront pendant que les bandes se multiplieront...

aleucate@yahoo.fr

Un regard chrétien sur l'immigration

Les réflexions sur l'immigration, aussi originales que profondes, que l'abbé Grégoire Celier, prêtre de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, a publiées dans la revue *Fideliter* de janvier-février, n'avaient point échappé à Jacques Cepoy (*L'AF* 2000, 1^{er} février 2007). Or voici qu'elles paraissent à nouveau grâce aux soins des éditions Via Romana dans un petit livre facile à manipuler et à étudier, intitulé *Un regard chrétien sur l'immigration*.

Il nous est d'autant plus agréable de saluer cet événement de librairie que l'actualité de ces derniers jours nous pousse à approfondir la question et que l'on trouve, sous la plume de ce prêtre qui ne mâche pas ses mots et pré-

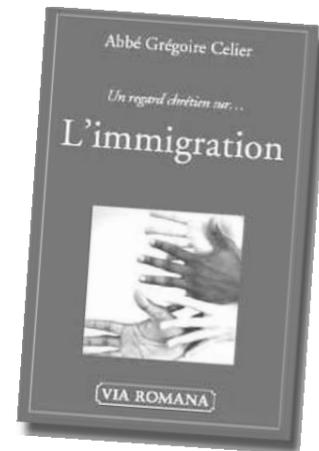
fère la vérité aux "bons sentiments" une analyse d'une rare précision, toujours éclairée par la vraie charité.

Ainsi l'introduction qu'il a rédigée pour cette édition donne-t-elle tout son sens à l'ouvrage, en s'écartant nettement d'un discours épiscopal trop souvent insipide et mou pour expliquer que l'accueil de l'étranger que prescrit l'Évangile ne doit pas être interprété comme une ouverture à n'importe qui et n'importe quoi. Et il ajoute qu'il n'y a nulle opposition entre la charité et la politique, car la charité politique, « essentielle pour aborder la question, touche non seulement aux relations entre les individus mais plus directement au bien commun ».

L'abbé Celier n'évade aucune question épineuse, tant politique que morale, et n'hésite pas à secouer les Français d'aujourd'hui qui ont oublié leur foi ancestrale, qui ne savent plus se montrer fiers de leur Histoire, qui veulent de moins en moins d'enfants et deviennent un « peuple vieillard », qui ne semblent plus guère croire même à l'avenir de la France en tant que nation, ...et qui n'ont donc pas à s'étonner si l'intégration des populations nouvellement arrivées pose tant de problèmes...

Un livre indispensable et pas cher qui enterre les idées reçues et libère les esprits et les cœurs. À lire et à faire lire.

Michel FROMENTOUX



* Abbé Grégoire Celier : *Un regard chrétien sur l'immigration*. Éd. Via Romana, 72 pages, 10 euros.

Sarkozy, maître d'école

par **Michel FROMENTOUX**

Haut Conseil a grandement raison de poser la question des méthodes et de la formation des maîtres eux-mêmes.



M. Sarkozy ne sera jamais capable de séparer l'école de l'idéologie démocratique...

Le malheur est que ni M. Sarkozy ni le Haut Conseil ne s'interrogent en profondeur sur les finalités mêmes de l'enseignement. Car ce n'est pas d'hier que "l'école de la République" forme des masses d'illettrés. On s'en plaignait déjà en 1933, comme en témoigne un cahier des Cercles Fustel de Coulanges d'alors où il est clairement expliqué que, Jules Ferry ayant confié à l'école la tâche de façonner l'esprit du citoyen idéal de la

démocratie idéale, on devait nécessairement faire passer l'éducation avant l'instruction, donc égaliser, massifier, voire déraciner les enfants, les arracher à leur condition... Du coup on avait pratiquement banni l'usage de la répétition et de la mémoire, faisant parler les élèves à propos de tout et de n'importe quoi : « On s'imagine que les enfants pensent à chaque fois qu'ils parlent », lisait-on dans le Cahier évoqué ci-dessus. On devine qu'à l'ère du téléphone, de la télévision, de la "pub", d'internet et de la promiscuité d'enfants de sabbats exotiques les plus divers, ces délires verbaux n'ont fait que s'aggraver. Il suffit de constater comment parlent et écrivent bon nombre de jeunes bacheliers aujourd'hui...

Transmettre

Il importe donc plus que jamais de rappeler qu'un enseignement qui ne vise pas avant tout à transmettre des connaissances n'obtiendra jamais que de piètres résultats en ce qui concerne la formation des esprits et des caractères. À ce sujet M. Sarkozy nous inquiète quand il déclare qu'éduquer, c'est « chercher à concilier deux mouvements parfaitement contraires (sic) : celui qui porte à aider chaque enfant à trouver sa propre

voie et celui qui pousse à lui inculquer ce que soi-même on croit juste, on croit beau, on croit vrai ». Pour notre bouillant président, donc, vouloir donner à ses enfants le meilleur de soi-même est "parfaitement contraire" avec le devoir de les laisser trouver leur propre voie. Des centaines de générations de Français dont la foi, l'intelligence, la volonté, le caractère se sont épanouis excellentement dans le moule que leurs parents leur offraient, fût-ce parfois dans leur rébellion même contre ce moule, attestent que M. Sarkozy se gargarise de faux problèmes, car les hommes ainsi formés avaient une autre personnalité que les moulins à parole fabriqués par l'école où chacun trouve tout seul sa "propre voie"...

M. Sarkozy ne sera jamais capable de séparer l'école de l'idéologie démocratique, puisque l'école ferryste est le produit même des dogmes de 1789, qu'elle en vit et qu'elle en fait vivre, hélas, les intelligences "libérées". Le clou de sa Lettre est assurément cette phrase très "politiquement correcte" qui démolit tout ce qui a pu nous paraître intéressant auparavant : « À nous de reprendre le fil qui court depuis l'humanisme de la Renaissance jusqu'à l'école de Jules Ferry, en passant par le projet des Lumières ». (Rappelons que lesdites Lumières traînaient dans la boue les Frères des écoles chrétiennes qui apprenaient à lire et à compter aux enfants du peuple...)

M. Sarkozy fait fausse route. Nous nous expliquerons plus longuement sur cette grave question dans un prochain dossier. ■

Comme il fallait s'y attendre, Nicolas Sarkozy a volé le vedette, ce mardi 4 septembre, jour de la rentrée des classes, au ministre de l'Éducation nationale, M. Xavier Darcos. Et une fois de plus il y est allé d'un discours riche des meilleures intentions du monde et même de vérités qui fâchent, mais n'allant jamais au fond de la question - en l'occurrence celle des causes du mal qui mine l'enseignement en France depuis fort longtemps.

Le malheur est que ni M. Sarkozy ni le Haut Conseil de l'Éducation ne s'interrogent sur les finalités mêmes de l'enseignement.

Les bonnes âmes se régalaient d'entendre le Président déclarer, dans sa Lettre aux éducateurs qu'il a lu lui-même à Blois : « Quels éducateurs serions-nous si nous n'apprenions pas à nos enfants à faire la différence entre ce qui est bien et ce qui est mal ? » ou encore : « Quels éducateurs serions-nous si nous n'étions pas capables de sanctionner nos enfants quand ils commettent une faute ? » Il a en outre rappelé qu'il faut à l'école de la politesse et du respect (allusion aux professeurs qui se laissent tutoyer par leurs élèves), et que les enseignants doivent être « exemplaires » tant par leur tenue que par leur implication

dans leur mission. Il a même écorché des tabous égalitaristes en disant que « le collège unique a des limites » et que les professeurs doivent être les meilleurs juges de la pédagogie « la mieux adaptée » à leurs élèves (allusion sans doute à la catastrophique méthode globale qui, malgré M. de Robien, n'est pas encore au feu...)

Qu'est-ce qu'enseigner ?

Ces déclarations avaient été précédées quelques jours plus tôt de la publication du rapport sur l'école primaire rédigé par le Haut Conseil de l'Éducation. On y apprenait ce que tout le monde sait déjà : « Chaque année, quatre écoliers sur dix, soit environ 300 000 élèves sortent du CM2 avec de graves lacunes ; près de 200 000 d'entre eux ont des acquis fragiles et insuffisants en lecture, écriture et calcul ; plus de 100 000 n'ont pas la maîtrise des compétences de base en ces domaines [...] Les élèves qui sont en difficulté dès leur entrée au CP le sont toujours, dans leur quasi totalité par la suite : l'école élémentaire ne permet pas en général de réduire les difficultés repérées au début de la scolarité. » On ne saurait être plus clair, et le

Le rugby devenu religion civile

par **Pierre CARVIN**

En d'autres termes, la fête appelle au comportement grégaire, aux désordres et aux excès de toute nature, mais à des moments circonscrits dans l'espace et le temps. Elle fonctionne comme une soupe-pape de sécurité contrairement à l'idéologie festive qui cherche à étendre son empire sur l'intégralité de nos comportements. On ne fête plus mardi gras, mais on enchaîne les fêtes de la musique, du sport, les grandes soirées foute, rugby, etc., et le nouveau citoyen se sent obligé de passer de fêtes en fêtes, jusqu'à ce que les périodes de "non-fêtes" disparaissent.

Le patriotisme de substitution

La promotion actuelle du rugby n'est pas incitation à sa pratique, mais à se conformer à une sorte d'idéologie sportive. Elle est pour les marchands et les festivo-crates un moyen d'unir une nation que tout désunit en fonction d'un message basique, anodin voire ridicule s'il n'était pas révélateur de l'état de décomposition de notre pays.

Les campagnes de communication subventionnées, les publicités à longueur de journaux, d'émissions télévisées, sur les murs de nos villes, dans le métro, par sms, matraquent la même idée : le sport c'est bien, il y a des règles, donc



ça apprend aux gens à respecter des règles. Il faut être tolérant et discipliné pour faire du sport, comme dans la vie de tous les jours. Si on respectait tous ces règles, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Le plus petit commun dénominateur

La festivisation du sport déréalise les véritables rapports sociaux : il n'y a plus de riches, de pauvres, d'immigrés, de jeunes ou de vieux, il n'y a plus que des supporters. Son idéologie fournit quant à elle

une sorte de morale commune ou de patriotisme au rabais : les valeurs portées par le sport sont simples, efficaces, et marchent aussi dans la "vraie" vie. Surtout tous peuvent s'en réclamer, et il suffit de les adopter pour intégrer la grande famille du sport.

La retranscription sportive de la politique est déconcertante de naïveté, mais convient aux marchands et aux politiciens, qui ne demandent qu'une chose : que le peuple se tienne tranquille. On a quand même du mal à imaginer certaines de nos racailles de Clichy-sous-Bois se sentir solidaires des parvenus de Neuilly-sur-Seine parce que participant du même élan collectif de soutien à l'équipe de France de rugby. Et ce n'est pas parce qu'une chaîne de restauration rapide assure sa promotion en associant foute et rugby que demain les centaines de jeunes émeutiers de l'année dernière se précipiteront pour faire traverser les vieilles dames aux feux rouges. L'empressement du tout médiatique et politique à célébrer la nouvelle démocratisation du rugby est symptomatique en ce sens : dans un pays en voie de désintégration, le plus petit dénominateur commun est accueilli comme une bénédiction.

On peut aimer le rugby, mais il est honteux d'aimer la servitude. La solution est encore de fuir son pourrissement démocratique en le pratiquant. ■

À lire la presse, les défaites sportives sont devenues aussi humiliantes pour les Français que ses défaites militaires. Hier le foutebole, aujourd'hui le rugby, tout devient occasion pour s'égayer ou s'attrister collectivement, l'important étant de participer à l'événement entre rugbymen.

La promotion actuelle du rugby n'est pas incitation à sa pratique, mais à se conformer à une sorte d'idéologie sportive.

C'est d'ailleurs ce qui transforme un sport plutôt sympathique en opération de créatinisation à grande échelle totalement exaspérante. Le rugby, et le sport en général, sont en principe des activités assez sélectives : il nécessite des compétences, de l'entraînement, des savoir-faire et même, plus que cela, des aptitudes hors du commun. En bref, on ne s'improvise pas sportif.

Insupportables supporters

En revanche, il est assez facile de se découvrir supporter. Parler de la démocratisation du rugby, c'est

accepter de le transformer en spectacle, si possible à grands renforts de sponsors et de gadgets promotionnels. Les qualités demandées au supporter, cette variété bruyante et bariolée du spectateur, sont, elles, accessibles au grand public. Elles ne demandent pas de travail sur soi à long terme, de discipline ou d'acceptation de règles de vie spartiates. Un maillot ridicule et une connaissance approximative des règles du jeu pour suivre le match suffisent pour s'agréger à la masse de badauds fréquentant les cafés et pubs.

Par le passé, les spécialistes appréciaient dans le rugby un sport viril aux troisièmes mi-temps festives et arrosées, mais entre joueurs. Aujourd'hui, il est devenu le prétexte à beuveries et à braillements pour tous. La promesse de la nouvelle religion du sport se confond avec la "festivisation" du monde, chère au regretté Philippe Muray, dans son souci de réduire les différences et les conflits dans un même élan de célébration des nouveaux dieux du stade. La fête abolit les distinctions et les hiérarchies, libère les inhibitions sous prétexte de se soumettre à l'immédiateté de l'instant : elle est le moment où les conventions n'existent plus, où la vie ordinaire s'oublie au profit de celle extraordinaire de l'agape.

L'ÉCHEC DES ISLAMISTES

Sage Maroc

Esprit de démission

● **DANS SON DISCOURS AUX AMBASSADEURS DE FRANCE** du 27 août dernier, Nicolas Sarkozy a tenu des propos qui appellent de fortes réserves : « **Sans Union européenne forte et active, la France ne pourrait apporter de réponse efficace aux défis de notre temps... Sans Europe assumant son rôle de puissance, le monde serait privé d'un pôle d'équilibre nécessaire** » Un peu plus loin, Sarkozy reconnaît dans le même discours que la Chine pratique une « **politique de puissance** ». Ainsi, l'Europe et la Chine pourraient tenir un rôle de "puissance", mais la France ne pourrait l'assumer et devrait se mettre à la remorque de l'allié américain... Sarkozy manque d'ambition ! Les États européens, dont la France, peuvent peser sur les affaires du monde mais en tant que coalition, non en tant que puissance. Notons que l'éditorialiste du FIGARO (28/8/2007) s'accommode fort bien de l'esprit de démission du président français dont il vante la "rupture" en matière diplomatique.

La synthèse bonapartiste

● **TOUJOURS AUSSI PERSPICACE**, Éric Zemmour observe dans SPECTACLE DU MONDE (septembre 2007) qu'au cours de la campagne présidentielle « **Sarkozy a retrouvé le vrai génie de la synthèse bonapartiste, type de pouvoir auquel même petitement, les Français ne veulent pas renoncer. L'égalité et l'ordre, le mérite individuel et la gloire de la nation. Cette synthèse bonapartiste sait depuis toujours concilier les contraires, les intérêts de la grande bourgeoisie et les attentes populaires** » Cela est bien analysé, mais la synthèse "bonapartiste" qui a séduit deux fois les Français leur donne des illusions trompeuses en les engageant dans la voie de l'aventure, par exemple celle d'une constitution européenne "simplifiée" comme Sarkozy en a le projet. La synthèse capétienne apporte plus de sécurité aux Français en confiant le pouvoir à une dynastie dont les intérêts se confondent avec les intérêts profonds de la nation.

Identité nationale et enracinement

● **GUILLAUME ROUQUETTE PUBLIE DANS SPECTACLE DU MONDE** un entretien substantiel avec Max Gallo qui souligne la vitalité de l'idée de nation en Europe et dans le monde. En France, beaucoup l'ont considérée comme obsolète. Ils doivent en rabattre maintenant. Max Gallo cite la phrase célèbre de Mitterrand : « **"La France est notre patrie et l'Europe est notre avenir" qui contenait l'idée que la France, c'était le passé et l'Eu-**

rope, l'avenir. Je pense au contraire que les nations ont une capacité de résistance appelée à durer plusieurs générations. D'un point de vue effectif, en tant que France, je refuse de penser que la nation va disparaître, de même que sous l'angle d'une analyse objective il me semble que c'est un non-sens d'envisager une telle éventualité »

Ça été l'erreur de Jacques Chirac d'emboîter le pas à Mitterrand au lieu de comprendre qu'en Europe les nations résistaient. Quant à Nicolas Sarkozy, « **il a parfaitement compris que cette question nationale allait être au centre de la campagne électorale, parce qu'elle englobait les autres, aussi bien, celle de la sécurité dans les quartiers que la confiance face à la mondialisation, ou la nécessité d'une forme de protection économique.** »

Parmi les « **points cardinaux qui balisent notre identité nationale** » il y a « **le fait laïc, une séparation entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux que l'on voit apparaître paradoxalement dès le baptême de Clovis. L'évêque lui déclare : "Tu es baptisé, je te reconnais comme membre de l'Église catholique et en même temps ton pouvoir est celui du glaive tandis que mon pouvoir est religieux". Cette séparation entre l'Église et l'État existe dès la monarchie. Ce n'est pas pour rien que François 1^{er} passe une alliance avec les Ottomans, que la France ne participe pas à la bataille navale de Lépante. Il y a une politique arabe de la France depuis qu'il y a une France, une séparation entre intérêts nationaux et intérêts religieux** ». Bien entendu, par "séparation", il faut entendre ici "distinction", car la tradition française a toujours reconnu la supériorité de l'Église en matière de morale.

Max Gallo voit une preuve de la force de l'identité nationale dans l'élection de Nicolas Sarkozy. « **Quand ses concurrents se flattaient d'avoir les pieds dans la glaise du Béarn ou dans la terre de Lorraine, ils mettaient en avant le patriotisme du sol. Les précédents présidents de la République, Pompidou, Chirac, Giscard et Mitterrand, venaient du centre du pays, de la France de l'intérieur. Cette fois, nous avons élu un fils d'immigré hongrois. Le patriotisme d'attachement à l'histoire de la nation a été plus fort que l'identité des racines.** » Nous reconnaissons Nicolas Sarkozy comme Français par son attachement à l'histoire de la France qu'il a faite sienne. Cela cependant ne suffit pas pour décider qu'un fils d'immigré est plus apte à diriger la France qu'un autochtone. Celui qui a ses racines dans le sol de la France bénéficie d'un atout supplémentaire pour incarner l'identité nationale.

Jacques CEPOY

Quelle immense déception dans les milieux bien-pensants occidentaux, surtout français. Jusqu'à la veille des élections législatives du vendredi 7 septembre, tous les médias audio-visuels, pratiquement toute la presse et les milieux "bien informés" croyaient à une écrasante victoire des islamistes "modérés" du parti Justice et Développement aux élections législatives marocaines.

La sagesse marocaine est exemplaire, le danger de la mainmise islamiste, même "modérée", est écarté de ce pays. Provisoirement, car le feu couve au Maghreb.

On en jubilait. Enfin la "démocratie" allait emporter une "grande" victoire au Maroc. Enfin le peuple allait donner une gifle au Palais, au roi. Le soir même du scrutin, on annonçait, "sondages sortie des urnes" probablement inventés dans quelques cercles bien pensants à l'appui, la victoire des islamistes. Et même, un "grand" journaliste qui se targuait, jusqu'il y a peu, d'inspirer la politique étrangère de la France à l'Élysée, avait suggéré la création d'un "arc islamiste modéré" allant du Maroc à la Turquie d'Erdogan et à l'Iran où Rafsandjani finirait par prendre le pouvoir, et qui permettrait enfin de mettre le grand Moyen-Orient cher à Georges Bush sur le chemin de la "démocratie". Il est vrai que l'article avait été écrit avant ce vendredi 7 septembre et anticipait une victoire jugée inéluctable. Il est également vrai que les hallucinations de ce journaliste sont bien connues des milieux mêmes où il continue de parader.

Le samedi 8 et surtout le dimanche 9, le désenchantement fut général. Le Maroc, où le peuple avait mal voté, disparaissait pratiquement de la "une" des journaux.

Un fait politique majeur

Les Marocains ont voté dans la liberté et la transparence totales et sous le regard de nombreuses O.N.G., surtout d'outre-Atlantique et des centaines de journalistes du monde entier. Le Palais et le gouvernement avaient accepté et même fortement encouragé ce contrôle pour écarter d'avance tout soupçon de fraude et d'ingérence.

Premier fait significatif, le taux d'abstentions : 63 % au lieu de 48 % en 2002. Les Marocains se désintéressent de la politique et des partis, ont avancé quelques commentateurs. Des partis peut-être mais pas de la politique. En

par
Pascal NARI

revanche, ils attendent tout du Roi. Et il serait imprudent pour Mohamed VI qui n'a pas encore l'expérience et la stature de son père Hassan II, d'ignorer ce fait. Les réformes qu'il a fait accomplir depuis son accession au trône sont gigantesques, même ses adversaires en conviennent : l'économie va globalement bien et le niveau de vie s'améliore. Mais il reste encore tant de choses à faire, notamment une moralisation de la vie politique et une diminution rapide des inégalités sociales parfois criantes, cheval de bataille de la propagande islamiste. Il faudrait que le prochain gouvernement s'y attelle d'urgence.



Mohamed VI
Les Marocains attendent tout du Roi.

L'abstention massive des Marocains est aussi et surtout un appel au souverain pour une action plus visible dans ces domaines.

Autre fait significatif, les résultats du scrutin : c'est l'Istiqlal, vieille formation nationaliste et traditionnelle, formée surtout des notables bien implantés qui arrive en tête avec 52 sièges sur 325.

Les islamistes de Justice et Développement auxquels on attribuait en Occident, notamment dans certains milieux parisiens, entre 100 et 150 sièges, n'en obtiennent que 47.

Suivent le Mouvement populaire (M.P. berbérophone de droite nationaliste) avec 43 sièges, une autre formation de notables de droite, le Rassemblement national avec 38 sièges et enfin le parti socialiste dominant dans la précédente législative, qui subit une vraie défaite en passant de 50 à 36 sièges.

Le roi a un mois à dater de la proclamation officielle des résultats, pour désigner un Premier ministre. Fera-t-il appel au chef de l'Istiqlal ou à une personnalité indépendante pour former une coalition majoritaire ? Les islamistes seront-ils invités, et dans ce cas accepteront-ils de participer au gouvernement ou préféreront-ils rester dans l'opposition, si confortable, et continuer à gérer quelques grandes municipalités ? Quel sera le programme du futur gouvernement qui devra tenir compte de ce que les Marocains ont voulu dire et de la politique royale ?

Les prochains jours nous le diront et nous y reviendrons. Une chose est certaine, le vote marocain, ou plutôt la signification politique du scrutin constitue un désaveu cinglant de tous les milieux bien-pensants. On ne pourrait que s'en féliciter.

La sagesse marocaine est exemplaire, le danger de la mainmise islamiste, même "modérée", est écarté de ce pays. Provisoirement, car le feu couve au Maghreb.

La poudrière algérienne

Entre la Tunisie, exemple de stabilité politique et surtout modèle et référence de croissance économique et de développement équilibré grâce au régime fort du président Ben-Ali, et le sage Maroc, à l'abri pour le moment en raison de son système monarchique, l'Algérie semble désormais être une véritable poudrière. Sa situation pourrait à terme menacer tout le Maghreb.

Au moment même où le Maroc votait, en une seule semaine deux attentats ont ensanglanté l'Algérie, dont l'un visait directement le président Bouteflika : cinquante-huit morts et 257 blessés en une semaine, presque 260 morts depuis le début de l'année.

L'Algérie a beaucoup d'argent grâce au pétrole et au gaz du Sahara. Elle investit beaucoup dans divers domaines, sa situation sur bien des points s'améliore ; elle a une armée forte ; elle est soutenue par la France et les États-Unis. Elle n'en reste pas moins malade de la corruption, de la fuite des cerveaux, de l'islamisme violent, du désespoir de sa jeunesse et surtout d'un avenir politique bouché.

Bouteflika est malade, son déclin physique et la diminution de sa capacité politique sont désormais visibles. Le danger d'un vide au sommet de l'État se précise. La politique de réconciliation nationale, pratiquée par Bouteflika, n'a pas désarmé les islamistes. Au contraire, de nombreux terroristes graciés et libérés ont repris le chemin des maquis. Ils ont désormais le label d'Al-Qaïda.

L'État algérien, malgré ses immenses moyens financiers pourra-t-il faire face à cette résurgence du terrorisme islamiste ? Comment ?

C'est la question que l'on se pose au Maroc et en Tunisie, mais aussi dans le monde arabe. Une explosion en Algérie et un retour aux années noires du terrorisme islamique qui ont fait plus de 100.000 victimes dans ce malheureux pays, hantent les chancelleries et inquiètent autour de la Méditerranée, particulièrement dans les pays où vivent d'importantes minorités originaires de cette région.

Le danger algérien n'est pas à prendre à la légère. ■



RESTER FRANÇAIS POUR RESTER LIBRES !

En ces jours de rentrée il importe de se préparer fermement aux inévitables combats qui nous attendent dans les mois prochains pour la défense de la France en tant que nation

par
Michel FROMENTOUX

indépendante et souveraine. D'où l'urgence, pour tenir notre place dans le grand combat des idées, de bien approfondir les notions, trop souvent galvaudées et dénaturées – et pas seulement par les européistes –, de "souveraineté", de "nation", d'"État"...

C'est l'objet de ce dossier qui, vu l'importance de la matière, aura une suite dans le prochain numéro.

Nous souhaitons qu'à la lecture de ces pages nos lecteurs apprennent à mieux mesurer, et à faire mesurer autour d'eux, la chance que nous avons, en tant que Français, d'hériter d'une nation qui, au long des âges, a su, avec intelligence et volonté comme disait Bainville, protéger ses libertés en faisant respecter sa souveraineté. Cette volonté de rester Français pour rester libres est inscrite dans nos gènes et ceux qui veulent soumettre nos activités aux réglementations de Bruxelles ou sacrifier notre diplomatie sur l'autel du mondialisme doivent être mis hors d'état de nuire.

Ajoutons que le fait pour une nation d'être pleinement et entièrement souveraine n'implique en rien "splendide isolement" ou hostilité à l'égard des autres nations. Bien au contraire ! C'est dans la mesure où chaque nation vit pleinement selon la sagesse et l'expérience accumulées chez elle au fil des générations, qu'elle apporte au concert international un concours original, fructueux et générateur de paix. Les conflits naissent quand la justice cesse de régner entre les nations et quand "charbonnier n'est plus maître chez lui".

C'est ainsi que nos rois ont façonné la France. C'est en tournant le dos à cette sagesse que nos républiques dilapident l'héritage. ■

Monarchie et souveraineté

par
Aristide LEUCATE

Il n'y a pas de souveraineté. Dit autrement, la souveraineté n'existe pas. De même que d'aucuns ont pu valablement soutenir qu'ils n'avaient jamais dîné en compagnie d'une personne morale, on peut alléguer également que la souveraineté ne se rencontre pas au coin du bois. « Il n'y a pas de souveraineté. Il n'y a que des doctrines de la souveraineté, dont le contenu et la fonction varient selon les systèmes juridiques dans lesquels elles sont nées ».

Depuis la Révolution française, la souveraineté de l'État a subi un certain nombre de transformations qui en ont sans doute altéré la nature profonde.

Disant cela, le professeur Michel Troper, fin connaisseur en la matière, prend acte d'une fiction politique et juridique qui s'est avérée, tout au long de l'histoire de France, d'une précieuse utilité pour la naissance et la consolidation de l'État, tant sous l'Ancien Régime qu'après la Révolution.

Naissance de la souveraineté

Nonobstant le fait qu'elle n'était pas entièrement inconnue avant l'avènement de la monarchie post-médiévale, il convient de reconnaître que la souveraineté a vraiment pris son envol à partir du XVI^e siècle. Il faut bien comprendre que la souveraineté est une représentation mentale du pouvoir. L'idée d'un pouvoir final et sommital était, de ce fait, assez étrangère aux mentalités médiévales qui pensaient que le pouvoir des hommes était limité sur terre et que la toute-puissance relevait de l'ordre divin.

Pourtant, la souveraineté était bien en germe à l'époque des premiers Capétiens (X^e siècle). Certes, le roi était un féodal, c'est-à-dire un seigneur, mais un seigneur qui cherche déjà à dominer. Situé au sommet de la pyramide féodo-vassalique, on le reconnaît « grand fief de son royaume », c'est-à-dire que « les grandes seigneuries sont tenues à fief de lui ».

Le roi n'exerçait donc de véritable souveraineté que sur son domaine royal, directement soumis à lui sans interposition d'un seigneur. En outre, le roi ne tenait son royaume de personne ainsi qu'en atteste ce fameux brocard tiré des *Établissements de saint Louis* : « Le roi ne tient de nul, fors de Dieu et de soi. » Peu à peu, les Capétiens chercheront à agrandir leur domaine

en vue d'en faire coïncider les limites avec celles du royaume. Tous les moyens juridiques mis à leur disposition furent utilisés. Sous l'influence de l'Église, la fonction royale acquerra une dimension sacrée, le roi tenant sa couronne de Dieu seul (Charlemagne ne s'intitulait-il pas déjà *Dei gratia Francorum rex* ?) ce qui lui conférait certains pouvoirs comme celui de guérir les écrouelles. Mais il faudra attendre la fin du XIV^e siècle et le début du suivant pour que la souveraineté trouve une assise doctrinale qui déterminera pour toujours ses caractères.

Trois théoriciens

Trois théoriciens doivent être retenus : Jean Bodin, Cardin le Bret et Charles Loyseau. *Les Six Livres de la République* de Jean Bodin (1576), admirable traité de science politique, toujours actuel, constitue la référence incontournable en la matière, au point qu'elle occulte foncièrement le *Traité de la souveraineté du roi* de Cardin le Bret (1632) ou celui sur les *Seigneuries* de Loyseau (1611), non moins importants que le premier mais certainement moins originaux. Bodin s'attela donc à forger un concept dont on avait une vague idée mais que l'on ne savait pas expliquer. Bodin nous livre que « la souveraineté est la puissance absolue et perpétuelle d'une République ».

La souveraineté est d'abord une "puissance" publique, c'est-à-dire une autorité ou, si l'on veut, un droit de commandement s'exerçant sur des hommes libres. Cela signifie aussi que le souverain peut « sous cette même puissance [...] donner et casser la loi » ; c'est même la première marque de la souveraineté de laquelle découlent toutes les autres.

La souveraineté est ensuite "absolue" en ce sens que le détenteur du droit de commandement n'a pas de supérieur et n'a de comptes à rendre à personne, c'est-à-dire, à l'époque, ni à l'empereur ni au pape : « le roi de France est empereur en son royaume » (d'après Guillaume de Plaisians, légiste de Philippe le Bel) ou encore, « le roi de France ne reconnaît aucun supérieur dans les affaires temporelles » (décrétale émise par Innocent III et reprise dans la célèbre décrétale *Per venerabilem* de Grégoire IX en 1234). On précisera que le terme absolu ne veut pas dire "tyrannique". Il signifie que le souverain est indépendant, au sens où il ne dépend de personne, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de l'État.

La souveraineté est, de plus, "perpétuelle", car elle ne saurait être limitée dans le temps. « Je m'en vais, mais l'État demeurera toujours » dira Louis XIV. La souveraineté implique donc la continuité royale. Par là-même, la souveraineté se confond avec l'État, lequel, pour des raisons évidentes, ne peut sombrer corps et biens avec celui qui en a provisoirement la charge.

Dégénérescence

Cette conception de la souveraineté vigoureusement défendue par les légistes et efficacement relayée par les monarques eux-mêmes ainsi que leurs ministres (Richelieu, notamment) prévaudra jusqu'à la Révolution française. Jusqu'à cette époque, on peut dire qu'elle connaîtra un certain "âge d'or", dans la mesure où elle aura façonné la France dans les formes territoriales et politiques que nous lui connaissons aujourd'hui. Cependant, à partir de 1789, la souveraineté de la France rentrera en sénescence.



Jean Bodin
1529-1596
Le premier "penseur"
de la souveraineté

Depuis la Révolution française, la souveraineté de l'État a subi un certain nombre de transformations qui en ont sans doute altéré la nature profonde. Ainsi, et pour aller à l'essentiel, l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (DDHC) dispose-t-il que « le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. » Selon la conception révolutionnaire, la souveraineté devenait médiante à partir du moment où elle se réclamait du principe représentatif, lequel « se traduit dans une distinction fondamentale entre l'essence et l'exercice de la souveraineté » (M. Troper), ce que la Déclaration exprime très clairement dans l'article précité.

Ce faisant, on désincarnait la souveraineté qui s'enracinait, jusqu'alors dans le corps du monarque, pour l'arrimer à une entité abstraite, une personne morale dotée d'une volonté propre

(dont on se demande par quoi elle est mue) qui s'exprime (comment ?) par-delà les volontés individuelles qui la composent : la nation.

On affirme que la souveraineté monarchique a précédé la nation révolutionnaire. Parce qu'il fallait refonder la souveraineté que l'on devait absolument dissocier de l'institution royale autant que de la personne même du roi, on eut recours à une nouvelle catégorie juridique : la nation. Il convient, en effet, de garder à l'esprit que les constituants de 1791, 1793 et 1795 (An III de la République) ont refusé d'envisager un seul instant l'établissement d'une démocratie. Dès lors, ne souhaitant pas confier la souveraineté à un peuple abstrait, après l'avoir ôtée à un roi concret, on la transféra à une entité théorique composée... du peuple et du roi. La première constitution écrite issue de l'Assemblée constituante de 1791 ne s'y trompa guère, qui, après avoir affirmé, en son article 1^{er}, que « la souveraineté [...] appartient à la Nation », en tira logiquement la conséquence (article 2) que « la Nation, de qui seule émanent tous les pouvoirs, ne peut les exercer que par délégation. La constitution française est représentative. »

En d'autres termes, en refusant de reconnaître un titulaire de la souveraineté, les révolutionnaires laissèrent celle-ci en totale déshérence. La Révolution de 1789 a engendré un bouleversement copernicien dans la philosophie politique, bousculant les catégories que l'on croyait les mieux établies depuis Jean Bodin, voire depuis les penseurs de l'Antiquité. Certes, les idées suivent invariablement l'évolution des sociétés humaines, mais jamais de façon aussi radicale, au point de susciter des ruptures épistémologiques d'une telle intensité.

La dimension statutaire de l'État (et non contractuelle) et des lois constitutives qui régissent son gouvernement est inférée directement de l'essence même de la souveraineté. À ce stade, on pénètre dans l'essence pure du politique. Car la souveraineté est un concept purement politique « qui peut tout au plus prendre une signification métajuridique, au sens où toute souveraineté essaie de se donner une assise juridique dans le but très intéressé de consolider sa puissance » (Julien Freund). La théorie de la représentation imaginée par les révolutionnaires est une théorie juridique qui a eu pour effet de déconnecter totalement la souveraineté du souverain. Excepté les brèves expériences du césarisme bonapartiste, et la courte parenthèse vichyssoise, la France, quand elle suit son inclination monocratique, a toujours spontanément adhéré à la monarchie, régime qui, tout

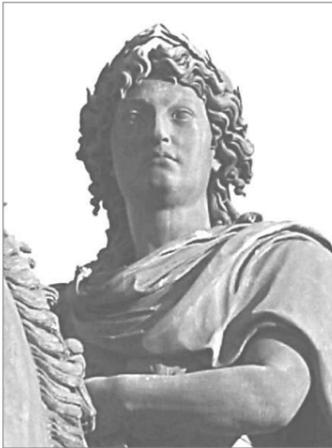


Entre l'empire et le royaume, il faut choisir !

►► en n'étant pas la panacée, a réussi cette délicate synthèse entre État, nation et souveraineté.

Déconnexion

On rejoint, ici, la théorie du corps mystique de la monarchie ou le mystère de la monarchie. Par la cérémonie du sacre, le roi et le royaume ne devenaient qu'une seule et même chair. En prenant l'anneau, en même temps que le sceptre et la main de Justice, le roi de France épouse son royaume, c'est-à-dire, en quelque sorte et sans craindre un quelconque anachronisme, la nation. Comme le remarquait Cardin le Bret, « **le Prince est l'esprit qui anime le corps de la République** ». C'est dire que le roi était véritablement et profondément l'âme de la nation (M. Gallo), celle-ci devant être



Louis XIV
« L'État c'est moi. »

prise comme le « **dernier cercle social sur lequel l'homme puisse s'affirmer** » incarnée charnellement dans la personne du roi (Ch. Maurras) et non comme cet être éthéré censé représenter le peuple selon les révolutionnaires. Produit de l'histoire (d'où la récusation maurrassienne de la prétendue "égalité des nations"), il a toujours fallu, en France, que « **l'État indépendant de la nation, quoique fondé sur elle, la préserve et la sauve, parfois malgré elle** ».

La nation révolutionnaire est incoerciblement soumise à l'emprise des passions et donc sujette aux dérapages "nationalitaires". Seul un roi pleinement et naturellement souverain est à même d'endiguer ces dérives, tout en subordonnant l'exercice de son autorité à la satisfaction de l'intérêt général qu'est la nation conçue comme « **la défense du tout [s'imposant] aux parties** ». De ce point de vue, tout souverainisme s'entend nécessairement comme un nationalisme intégral et tout nationalisme raisonné ne peut être que monarchiste.

aleucate@yahoo.fr

La France, et c'est son génie profond, a hérité des Grecs cette méfiance de l'Hybris, la démesure. Au grand, il est toujours possible d'ajouter une quantité supplémentaire, indéfiniment... Face à la démesure des monuments barbares ou des empires asiatiques aux limites jamais indépassables, les Grecs opposaient un idéal d'harmonie issu de justes proportions. C'est au moment « **où elle ne fut qu'elle-même, qu'Athènes fut le genre humain** » remarquait Charles Maurras; ce fut sa fin lorsque les Macédoniens de Philippe et Alexandre l'entraînèrent à se répandre dans le monde, de l'Indus au Nil.

La France est le type même de l'État-nation, un État coïncidant avec une communauté humaine rassemblée et modelée par cet État longuement amendé.

La France s'est volontiers (et peut-être un peu abusivement) attribué le rôle ambigu d'institutrice du monde; mais cette prétention n'est possible qu'au prix d'une renonciation à l'empire du monde. Dans les sociétés indo-européennes, comme en Chrétienté, l'autorité spirituelle doit toujours être distincte du pouvoir politique... On le sent: rien n'est plus contradictoire au génie territorial de la France que cette Europe sans frontières, à six, à douze ou à trente-six, avec ou sans la Turquie, l'Angleterre ou le Kamtchadka...

La singularité de la France

Les Flamands n'ont pas grand-chose à perdre avec l'Europe, les Polonais peuvent espérer mieux subsister dans un vaste conglomérat que partagés entre la Prusse, la Russie et l'Autriche.

L'identité des Sardes, des Grecs, des Hongrois ou des Irlandais s'est maintenue sous la domination piémontaise, turque, autrichienne ou anglaise, pourquoi ne parviendrait-elle pas à se maintenir au sein de l'empire européen? Et tant mieux si l'on profite un peu de la manne bruxelloise accordée aux contrées sous-développées...

La réalité ethnique est dotée d'une force organique qui lui permet de tolérer les formes d'organisation politique les plus diverses. La "Germanie", tant est évidente la fraternité (les *germans* c'est-à-dire les *frères*), les liens de sang et de langue, s'est maintenue sans État spécifique jusqu'en

par
Michel MICHEL
Sociologue
Université de Grenoble II

1870. Jusqu'à ce que la France, au XIX^e siècle, veuille dans sa passion idéologique exporter le principe de l'État-nation qui lui avait si bien réussi.

Les grandes cités peuvent même trouver quelque intérêt à ne dépendre que d'un État assez lointain pour ne pas trop les contraindre: un Milanais restera Milanais, qu'il soit rattaché à l'Italie, à la Padanie, ou à quelque empire européen.

Italiens ou Allemands n'ont pas grand-chose à sacrifier en acceptant de voir transférer à un État supranational une souveraineté qui ne date au fond que de quelques dizaines d'années. Ne parlons même pas des Tchèques, des Maltais ou des Biélorusses... L'État

mun, les Français le partagent avec bien d'autres peuples plus ou moins partiellement francophones. Par ailleurs, l'unification linguistique n'est qu'une réalisation tardive due en grande partie au jacobinisme de la République qui s'acharna méthodiquement contre les langues provinciales qu'elle jugeait menaçantes pour l'unité d'une nation qui avait perdu son fédérateur historique. Or ces langues provinciales, breton, occitan, flamand, basque, corse ou catalan c'est aussi le patrimoine de la France...

La France n'est pas une unité ethnolinguistique; elle ressemble par ce trait à la Suisse, fédération de peuples et de cultures. Dans ces deux cas, il s'agit d'un rassemblement politique dont la cause réside dans un fédérateur. Fédérateur externe pour la Suisse - il s'agit d'échapper à l'emprise des Habsbourg -, fédérateur interne pour la France: l'État capétien.



belge a été créé par un compromis entre l'Angleterre et la France, il ne trouve sa légitimité que dans l'utilité des services qu'il peut rendre à ses habitants, et n'importe quelle autre puissance publique ne sera-t-elle pas aussi légitime si elle parvient à rendre des services équivalents?

La France n'est pas une

Mais au milieu de ces États fonctionnels et de ces ethnies, la France apparaît comme une communauté non ethnique, un État-nation paradoxal. La nation française, à l'évidence, n'est pas une ethnique; et plutôt que de parler du peuple français, ne devrait-on pas parler des peuples de France: celtes, gallo-romains, germaniques, catalans, basques, corses, arvernes, ligures ou flamands...?

La France n'est même pas une langue; même si *le français* est le bien commun des Français. D'abord parce que ce bien com-

mun, les Français le partagent avec bien d'autres peuples plus ou moins partiellement francophones. Par ailleurs, l'unification linguistique n'est qu'une réalisation tardive due en grande partie au jacobinisme de la République qui s'acharna méthodiquement contre les langues provinciales qu'elle jugeait menaçantes pour l'unité d'une nation qui avait perdu son fédérateur historique. Or ces langues provinciales, breton, occitan, flamand, basque, corse ou catalan c'est aussi le patrimoine de la France...

Creuset des identités réelles

Cependant la France n'est pas qu'un État, c'est aussi une nation; non une ethnique, mais un ensemble de peuples que des siècles d'histoire commune, un héritage plutôt heureux, ont progressivement transformé en une communauté de destin originale.

La France est le type même de l'État-nation: État coïncidant avec une communauté humaine, communauté rassemblée et modelée par cet État, comme un jardin longuement amendé devient différent des terres qui l'environnent.

L'illusion, d'abord celle des Français facilement portés à théoriser et à universaliser leur propre situation, puis celle de ceux qui

ont voulu à toute force les imiter, a été de vouloir normaliser et exporter l'exception française: on sait les ravages provoqués par le principe des nationalités au XIX^e siècle, le démantèlement de l'Empire austro-hongrois au début du XX^e, et l'on peut douter de la pertinence d'États souverains comme la République centrafricaine ou celle de Bosnie... Mais on a réussi à faire croire que la dignité des peuples ne pouvait se passer de ces fantômes de souveraineté et de ces apparences d'États...

Certes, il y a au composé français une base que je me garderais bien de mépriser et dont l'identité ethno-culturelle doit être, elle aussi, respectée: pour caricaturer celle des *franchouillards* à bérêt basque et à baguette de pain sous le bras qui peuvent dire: *nos ancêtres les Gaulois*. Dans cet ensemble peuvent s'insérer, parfois dans la douleur, des minorités que les hasards de l'histoire ont amenées sur notre sol: Arméniens, Juifs, habitants des territoires d'Outre-mer, immigrants de anciennes colonies ou d'ailleurs. L'assimilation de ces minorités dépend de nombreux facteurs dont les moindres ne sont pas la santé des communautés préexistantes qui forment la société française et l'existence d'une identité française nette qui ne saurait se maintenir en l'absence d'un État souverain.

Faute de vraies communautés historiques de référence, et pour nous Français de notre État-nation, il y a fort à parier que dans un magma "européen", les plus démunis ne chercheront leur salut que dans les identifications les plus frustes. Faute d'être béarnais ou même français, on se retrouvera, comme aux États-Unis: blacks, beurs, juifs, chinois ou comme on dit là-bas *caucasiens*.

Une Europe artificielle

Une Europe sans histoires (et donc sans l'histoire); une Europe sans passion, sans souffrance, sans tragique, mais sans lyrisme: aucun désir ne vient perturber la grisaille institutionnelle de cet O.P.N.I. (Objet Politique Non Identifié). On comprend la bourde des Américains d'avoir nommé *Euro-disney* le parc des petits Mickeys. Le concept est mauvais et il vaut mieux payer très cher pour tout rebaptiser *Disneyland Paris*. Paris, c'est au moins quelque part.

Pour la première fois dans l'Histoire, on allait voir se construire un ensemble politique entièrement fondé sur ce que Max Weber appelait « **la légitimité rationnelle légale** ». Jamais une construction politique n'a tant ressemblé au modèle du contrat social, celui auquel rêvaient tous les "bons sauvages" et autres "Hurons" des salons français du XVIII^e siècle.

Enfin, des individus, débarassés des préjugés et autres aliénations liées aux conditionnements historiques, parviennent à accéder à la rationalité, à la volonté générale, c'est-à-dire à la volonté du général! Les jacobins avaient dû mener de violents combats pour interdire toutes les particularités historiques communautaires, parlements provinciaux, cor-

NATION ET SOUVERAINETÉ

L'A.F. REÇOIT

Jean-Marie Le Pen

Président du Front national



Nous avons souhaité interroger les représentants "officiels" du mouvement souverainiste en France afin de mettre en évidence, conformément au "compromis nationaliste" maurassien, ce qui nous rapproche (l'amour indéfectible de la France) tout en tenant éloigné ce qui nous divise (la nature républicaine du régime).

Le chemin à parcourir reste assez long et "l'union sacrée souverainiste", par-delà les officines particulières (qui ont leur raison d'être et dont nous saluons régulièrement le combat dans ces colonnes) n'est pas encore pour demain. Nous ne devons pas désespérer, sauf à commettre une erreur politique absolue, ainsi que nous l'enseignait le fils de l'Étang de Berre. Aussi sommes-nous reconnaissants, à Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat aux dernières élections présidentielles, ainsi qu'à Paul-Marie Coûteaux, député au Parlement européen, de s'être prêtés au débat.

Sans plus amples commentaires, nous signalerons que Philippe de Villiers a décliné purement et simplement notre invitation à venir discuter d'un thème majeur, la souveraineté de la France, tandis que Jean-Pierre Chevènement, via son Mouvement républicain et citoyen, ne nous a pas répondu. Nous le regrettons pour nos lecteurs mais aussi et surtout... pour la France.

ACTION FRANÇAISE 2000 - Quelle est votre définition du souverainisme et pensez-vous que ce concept importé d'outre-Atlantique soit particulièrement adapté à la réalité politique française ?

JEAN-MARIE LE PEN. - Le "souverainisme" désigne au Canada les Québécois opposés au système fédéral canadien et donc partisans d'un Québec souverain. Ce néologisme a été importé dans le vocabulaire politique français pour désigner les Français opposés à un autre système fédéral : celui de l'Europe de Bruxelles.

Il a cependant une portée différente. Le Québec, province française perdue en 1763 à l'issue de la guerre de Sept ans, jusqu'à présent n'a jamais constitué un État indépendant. En revanche, la France est avec la Chine le plus ancien État du monde. Les Québécois ont leur souveraineté à conquérir, les Français ont à la reconquérir.

AF 2000 - Le clivage "droite-gauche" ayant fait long feu, celui opposant les souverainistes aux euro-mondialistes vous paraît-il pertinent comme grille de lecture de la vie politique française ?

J.M.L.P. - L'idéologie euro-mondialiste consiste à détruire les deux fondements de notre nation : son peuple et son État.

Le peuple français est en train de disparaître, victime d'un double phénomène : les politiques antifamiliales l'empêchant de renouveler ses générations et le recours à une immigration de plus en plus massive et de plus en plus étrangère, voire hostile à notre civilisation.

Quant à notre État, l'Europe de Bruxelles lui enlève progressivement les attributs de sa souveraineté :

ses frontières, sa monnaie, la maîtrise de sa politique fiscale, économique, étrangère, militaire... M. Sarkozy, obligé d'aller à Bruxelles soumettre la politique budgétaire de notre pays, a moins de pouvoirs que n'en a à l'égard de l'administration de Washington le gouverneur du Nebraska.



Jean-Marie Le Pen

Le clivage politique oppose donc les partis au pouvoir depuis trente ans qui appliquent cette idéologie aux patriotes attachés à l'identité et à la souveraineté de la France.

AF 2000 - Ne serait-il pas opportun d'établir un "compromis nationaliste" qui permettrait au mouvement souverainiste, tout en sortant d'une relative marginalité, de peser efficacement sur les politiques gouvernementales, en France et en Europe ?

J.M.L.P. - La distinction faite par Charles Maurras entre "le pays réel" et "le pays légal" est plus que jamais d'actualité. Le mouvement souverainiste marginal dans "le pays légal", celui des milieux dirigeants, ne l'est pas dans "le pays réel". Le résultat du référendum le 29 mai 2005 sur la Constitution européenne en est une illustration éclatante puisque 54 % des électeurs ont rejeté un texte approuvé par 90 % des sénateurs et des députés.

En revanche, il ne pèse guère sur les politiques gouvernementales. Le "mini-traité" européen de M. Sarkozy qui reprend les principales dispositions de la Constitution européenne rejetée par les Français en est une preuve supplémentaire.

Il est donc nécessaire d'amener au pouvoir les idées aujourd'hui majoritaires dans le peuple français. Tel est mon objectif. Pour cela j'applique la stratégie du "compromis nationaliste" définie par le maître de Martigues en rassemblant dans le Front national des Français fort différents. Ouvriers, entrepreneurs, cadres, paysans, commerçants, artisans, fonctionnaires, étudiants... les uns sont royalistes, les autres sont républicains, certains sont bonapartistes. Mais tous sont unis dans la même volonté de transmettre à leurs enfants le bien inestimable que nous ont transmis nos ancêtres : la France.

Cette stratégie ne nous a pas encore conduits au pouvoir. Elle a cependant déjà porté ses fruits puisque notre famille politique est

dans le domaine électoral sortie de la marginalité, dans laquelle elle avait végété pendant plusieurs décennies.

AF 2000 - Ne manque-t-il pas une véritable "doctrine" souverainiste en France ?

J.M.L.P. - "Le roi de France est empereur en son royaume." Cet adage utilisé par les légistes de Philippe le Bel résume la doctrine "souverainiste" mise en œuvre en France par les Capétiens mille ans avant l'apparition du terme "souverainiste". Hugues Capet et ses descendants ont progressivement construit la nation française en affirmant leur souveraineté, c'est-à-dire leur autorité, à l'extérieur contre l'Empire germanique et contre le projet Plantagenêt d'un royaume s'étendant de part et d'autre de la Manche, à l'intérieur contre les féodaux.

Cette doctrine élaborée en France s'est imposée à partir du XVI^e siècle dans toute l'Europe, qui a pris pour modèle l'État royal français. Aujourd'hui, il nous faut affirmer la souveraineté de l'État, à l'extérieur contre l'Europe de Bruxelles supranationale et à l'intérieur contre les nouveaux féodaux que sont les potentats locaux (notamment les présidents de régions) qui, ainsi que le faisaient les féodaux du Moyen Âge avec l'empereur, s'allient avec les euro-bruxellois pour démanteler la France.

Il ne manque donc pas une véritable "doctrine souverainiste" à la France. Celle-ci lui est presque consubstantielle. Il

Suite de la page 8

►►► porations, jurandes, congrégations ou autres langues provinciales. L'Europe se bâtit directement sur les abstractions de la philosophie des "Lumières". Aussi n'est-ce que par antiphrase que les institutions européennes ont pu pour un temps, être nommées "communauté".

Toute l'existence de la France suppose un travail systématique de lutte sourde ou ouverte contre la mise en place d'une hégémonie impériale en Europe.

Bien sûr, on peut s'interroger sur la stabilité et la continuité de ce zombie de la politique fondée sur une utopie aussi décharnée. On comprend que l'on puisse mourir pour sa foi, pour son roi, sa patrie, sa famille ou son honneur ; on a même pu mourir pour un drapeau. Mais qui accepterait de se sacrifier pour le traité de Maëstricht ou pour la défense des institutions bruxelloises ? Tant que ça n'est pas éprouvé, ça va, mais à la première tempête, que restera-t-il du château de cartes laborieuse-

ment construit par tant d'érudits constitutionnalistes ?

Il en est de cette Europe comme du volapuck, de l'espéranto et des deux-cents langues artificielles inventées depuis le XVIII^e siècle "pour que les hommes se comprennent enfin"... Pour que la langue qui abolira la malédiction de Babel soit la langue de tous, il importe qu'elle soit d'abord la langue de personne. D'où le caractère arbitraire, sous couvert de rationalité, de la fixation des racines du lexique ou des règles de la syntaxe. Mais on constate que, très vite, les disciples entrent dans une relation œdipienne avec le fondateur. À un usage arbitraire, on peut toujours substituer un autre usage que la faiblesse humaine trouvera toujours meilleur puisqu'il est susceptible d'illustrer celui qui le propose. C'est ainsi qu'au volapuck succède un volapuck-bis et un volapuck-ter et que la langue qui était faite pour communiquer avec tout le monde a pour destin de ne communiquer avec personne.

Quel mythe fondateur ?

Pourtant il serait possible de sortir le projet européen de ces utopies fantomatiques de la philosophie française des Lumières. L'histoire de l'Europe ne manque pas d'événements qui pourraient servir de mythe fondateur. Mais ils présentent de sérieux in-

convénients, surtout pour nous autres Français, et sont susceptibles de diviser autant que d'unir.

On pourrait par exemple s'appuyer sur le thème de la vieille culture indo-européenne (au risque de chagriner les Basques, Étrusques, Hongrois et autres Finnois), mais au-delà de quelques érudits comme Dumézil, l'idée a trop été marquée par les nazis.

L'Empire romain ? Cela ravirait les héritiers des Gibelins, en Italie ou ailleurs. Mais cela concerne tout le monde méditerranéen et en rien l'Europe du Nord.

Politique capétienne

Il y aurait bien des raisons d'enraciner l'Europe dans la Chrétienté : la structure épiscopale a maintenu un semblant d'administration lors de l'effondrement de l'Empire romain, les ordres monastiques, les bénédictins au premier rang, ont établi une certaine unité spirituelle et intellectuelle dans l'anarchie et les replis locaux du haut Moyen Âge, les pèlerinages (Saint-Jacques-de-Compostelle, Jérusalem) ont relancé la circulation des personnes, et la papauté a longtemps joué un rôle d'autorité spirituelle commune. L'aventure des Croisades, celles du Proche-Orient, celles de la Reconquista fondatrice de l'Espagne et du Portugal, celles des chevaliers teutoniques au Nord, pourraient donner ce supplément d'héroïsme qui manque tant à notre construction marchande

et technocratique. Mais la Chrétienté s'est brisée lors de la Réforme, et dans nos sociétés "séculières", on voit mal comment ce thème pourrait servir de mythe fondateur ; sans compter l'opposition résolue de tous les adeptes d'une laïcité de combat.

La politique capétienne s'est toujours exercée contre les tentatives d'instauration d'empire européen que ce soit celle du Saint-Empire othonien ou celles de la Maison de Habsbourg.

Qui en France connaît la date où les Turcs furent repoussés de Vienne ? Comment fêter avec les autres peuples d'Europe la grande victoire de Lépante ? L'histoire scolaire ne nous a pas transmis ces références pour la bonne raison qu'à l'époque Charles IX était l'allié des Turcs, comme plus tard Richelieu fut l'allié des princes protestants contre la Maison d'Autriche.

Toute l'existence de la France suppose un travail systématique de lutte sourde ou ouverte contre la mise en place d'une hégémonie impériale en Europe. C'est pourquoi l'Europe que prétendent promouvoir les gouvernements français est si ectoplasmique. Le contraire amènerait à révéler la contradiction entre deux traditions antagonistes en Europe, celle de l'empire et celle du royaume.

On peut vouloir la constitution d'une Europe supranationale, on peut vouloir persévérer dans l'identité française, mais on ne peut vouloir les deux. Entre l'empire et le royaume, il faut choisir.



La nation française va-t-elle se réveiller ?

ment leur volonté d'adhérer à la communauté française ?

Redécouvrir nos racines

A contrario, cette communauté nationale est en cours de dislocation au profit de l'émergence d'un communautarisme renforcé qui présente des microphénomènes d'exacerbations internes se manifestant par des crises et des heurts. Au lieu d'intégrer et d'assimiler les immigrés à la communauté nationale, la France est en train de se désintégrer et de s'assimiler à un système communautariste auquel elle est étrangère par tradition. Cela explique également cette crise identitaire et sociale qui va vers l'explosion.

Pour pallier cette situation et faire revivre la France, il faut renouer avec nos valeurs ancestrales, indo-européennes et chrétiennes, redonner à notre pays son âme et son héritage politique, religieux, culturel et social, autrement dit faire ressusciter la nation qui n'est, comme nous le savons, ni une réalité physique (sauf lorsqu'elle s'incarne dans le roi), ni institutionnelle, mais "un vouloir vivre ensemble" autour de valeurs millénaires. Pour cela, la France a besoin d'hommes courageux, capables de rappeler ces valeurs et d'œuvrer pour leur renaissance et leur application dans la société et les institutions.

Il est certain que l'environnement politique régional et international rend la tâche difficile avec les brimades et les atteintes à notre souveraineté, notamment par notre appartenance à l'Union européenne et notre adhésion à une pléthore de traités internationaux. Cependant, il est un principe internationalement reconnu : celui de la légitimité des Français à s'auto-administrer librement à l'instar des autres pays à qui ce principe est applicable. Cette tâche de reconquête de la nation est moins dure que celle des peuples qui, à la fois, ont été appelés à reconquérir leur territoire et à faire ressusciter leur nation.

Propos recueillis par Aristide LEUCATE et Élie HATEM

Les dernières élections présidentielles et législatives ont démontré une perte de repères chez les Français et une absence totale de débat politique. On a pu le constater lors des campagnes électorales mais aussi dans le résultat des scrutins. Il est évident que cette vacuité politique

Il faut renouer avec nos valeurs ancestrales, redonner à notre pays son âme et son héritage politique, religieux, culturel et social.

est le produit du système démocratique qui conduit les politiques vers la démagogie : le souci de plaire et de séduire un électoral les pousse à mettre la charrue avant les bœufs, autrement dit à négliger voire à trahir une idée au profit d'un succès électoral.

L'identité nationale menacée

La multiplication et le développement des moyens de communication et l'inféodalisation des esprits au pouvoir médiatique renforcent la propagande, appelée de nos jours et dans un langage politiquement correct "la communication politique". La séduction du grand nombre (de la masse) se fait donc en fonction des besoins et des demandes des électeurs, consommateurs de clichés, qui mêlent jusqu'à la plus extrême confusion la vie politique à leur vie quotidienne et leurs besoins vitaux mais aussi à la vie des "people". Cela explique les basculements électoraux entre une "droite" et une

"gauche" dont les programmes se ressemblent et se plagient.

Conscient de cette réalité, Nicolas Sarkozy a ratissé le plus large possible pour séduire le plus grand nombre de Français, en reprenant les slogans du Front national et les thèmes des autres courants politiques lors de la campagne présidentielle, en allant jusqu'à faire participer à son gouvernement, issu d'une élection plutôt à droite, des personnalités de gauche. François Bayrou avait lui aussi fondé sa propagande sur ce principe.

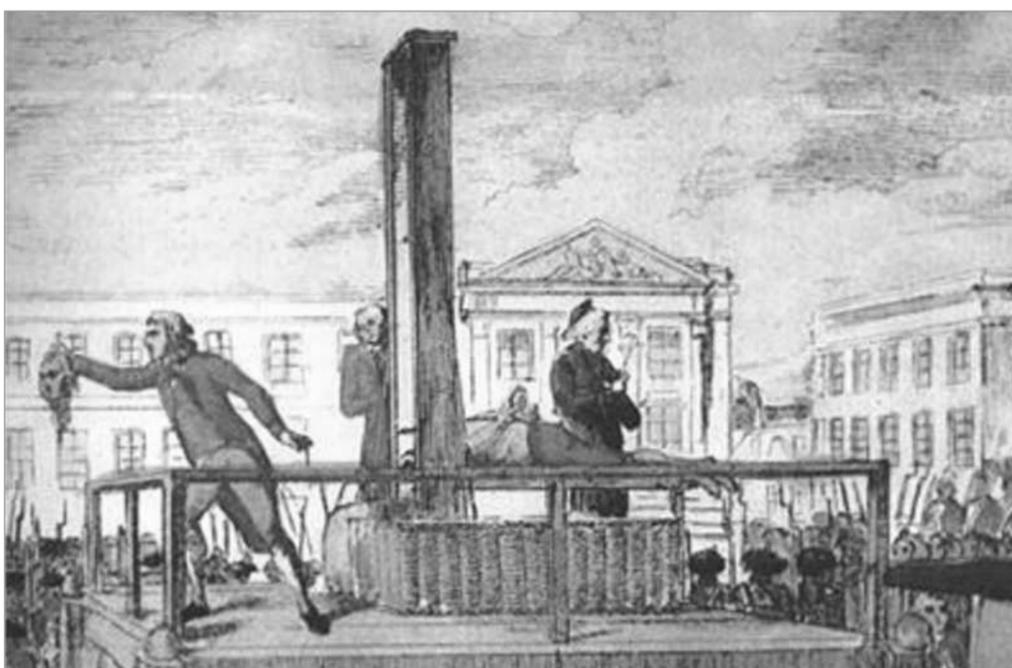
par **Élie HATEM**
avocat international

le terrain serait aujourd'hui propice à la relance d'un débat politique fondé sur des constantes telles que la nation ou l'identité nationale. Il est d'ailleurs regrettable que le débat sur l'identité française lancé par le candidat Nicolas Sarkozy soit tombé aux oubliettes.

Malgré les apparences, l'identité nationale est en crise et la nation française est menacée. Cela résulte des manœuvres inces-

çais. Cette situation n'a fait qu'empirer avec nos tâtonnements institutionnels, depuis la Révolution. À cela s'ajoutent d'autres facteurs qui empêchent les Français de renouer avec leur identité et leurs origines, notamment la culpabilisation des esprits depuis la Seconde Guerre mondiale et l'émergence d'un communautarisme engendré par une immigration massive et exponentielle.

Ainsi, toute allusion à la nation, aux valeurs identitaires nationales millénaires françaises est proscrite du langage politique, lequel fait



L'exécution du roi Louis XVI, symbole de la nation, a provoqué la perte des repères nationaux chez les Français.

La déconfiture du Parti socialiste, la genèse de partis politiques issus de mélanges de programmes électoraux de droite et de gauche, la participation de personnalités de gauche à un gouvernement de droite illustrent le malaise de la vie politique française et la crise voire l'absence des idées. Ainsi donc,

santes des détracteurs de notre pays depuis la Révolution et la mise en place d'une succession de régimes qui ont renié progressivement le passé ou tout simplement la France. L'exécution du roi Louis XVI, symbole de la nation, a provoqué la perte des repères nationaux chez les Fran-

abstraction du nationalisme et du sentiment national qui pourtant est une donnée naturelle, inhérente aux sociétés humaines. Faut-il rappeler que le nationalisme français n'est pas de nature exacerbée ni conquérante et qu'il est uniquement l'affirmation d'une identité commune à tous ceux qui expri-

Suite de l'entretien

manque en revanche à notre pays un pouvoir politique pour l'appliquer.

AF 2000 - Le recul des scores du FN aux dernières élections présidentielles et législatives (sans parler des faibles résultats électoraux de Philippe de Villiers) signifie-t-il que les idées souverainistes n'ont aucune chance de prospérer en France ?

J.M.L.P. - La victoire électorale de M. Sarkozy est le résultat, non pas d'une adhésion des Français aux idées supranationales, mais du fait qu'ils ont cru que le candidat de l'UMP était le plus apte à défendre l'identité et la souveraineté de la France. Relayés par des médias complaisants, les propos de campagne de M. Sarkozy sur "l'identité nationale", "les 2000 ans de Chré-

tiété", "la grandeur de la France"... ont trompé des millions d'électeurs.

L'utilisation de ces termes par un politicien qui suit de fort près les évolutions de l'opinion montre que les idées souverainistes, loin de déperir, progressent en France. Le fait que M. Sarkozy refuse de soumettre son "mini-traité européen" au verdict du peuple français en est la preuve.

L'illusion sarkozyste ne tardera pas à se défaire. Les défenseurs authentiques de la souveraineté et de l'identité française devront alors présenter aux déçus du sarkozysme une alternative politique crédible.

AF 2000 - Croyez-vous en une sorte de "sens de l'histoire" qui consacrerait la fin des souverainetés nationales ?

J.M.L.P. - Pendant près de quarante ans, le "sens de l'Histoire" devait amener le triomphe définitif du com-

munisme dans le monde entier. Après la chute du mur de Berlin en 1989, il a laissé place dans les mêmes milieux de la pensée unique à un autre "sens de l'histoire" qui conduirait à la destruction des souverainetés nationales. L'Union soviétique s'est écroulée, l'Union européenne s'écroulera de la même façon que se sont écroulés les ensembles supranationaux.

La renaissance de plusieurs nations en Europe de l'Est (la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie notamment) et dans les Balkans, la progression électorale dans beaucoup de pays européens des mouvements patriotes, le rejet en 2005 de la Constitution européenne par les Néerlandais et par les Français, montrent que la souveraineté nationale est un concept politique tout à fait adapté aux enjeux du XXI^e siècle. Son développement en Europe entre le XVI^e et le XIX^e siècle

a coïncidé avec le triomphe de la civilisation européenne. Il peut en être de même dans les prochaines décennies.

La France notamment, contrairement à ce que prétendent les esprits frileux au pouvoir, n'est pas condamnée à finir dans l'hospice euro-bruxellois. Membre du Conseil de sécurité des Nations unies, disposant de l'arme nucléaire, possédant le troisième domaine maritime mondial, notre pays peut jouer de nouveau un rôle de premier plan dans le monde, constituer ainsi en Occident un contrepoids à la puissance anglo-saxonne et dans le reste du monde répondre à la menace de l'expansionnisme islamiste et aux puissances émergentes comme la Chine.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO (4 Octobre) suite de notre dossier NATION ET SOUVERAINETÉ

Articles de Pierre HILLARD et Michel FROMENTOUX

Entretien avec Paul-Marie COÛTEAUX

Retenez ce numéro dès aujourd'hui chez votre dépositaire. Ou mieux, abonnez-vous !

Martine Sevegrand a écrit l'histoire d'un hebdomadaire oublié, à tort, aujourd'hui : *Temps Présent*. Il fut fondé en 1937 afin de succéder à *Sept* qui avait été créé, à la demande de Rome, par les dominicains, pour lutter contre l'Action française, mais

Le naufrage d'un journal catholique

Temps Présent (1937-1947) est mort de la contradiction entre une rédaction engagée à gauche et un lectorat plus conservateur.

cette pieuse revue déplut au pape à cause de ses positions républicaines lors de la guerre d'Espagne. Pie XI qui intervenait depuis longtemps, et de façon déconcertante, dans la vie politique française, lui retira son soutien financier. Faute de moyens *Sept* disparut. Alors, certains laïcs, Maritain et Mauriac en tête, reprurent le flambeau et créèrent *Temps Présent*.

Contre l'AF

Comme *Sept*, *Temps Présent* s'est voulu le porte-voix de Pie XI sans toujours s'apercevoir que la pensée de ce pape avait beaucoup évolué depuis 1930. Suivant la doctrine officielle de Pie XI et de l'Action catholique, *Temps Présent* se prétendait en dehors et au-dessus des partis. Cela n'empêchait pas ces âmes pieuses de lutter avec acharnement contre l'Action française, contre le "fachisme" et accessoirement contre la Fédération

nationale catholique du général de Castelnau, jugée trop à droite et trop influente parmi les catholiques.

Cela mis à part, la ligne de *Temps Présent* était assez floue. Il était hostile au communisme mais il était partisan d'un gouvernement d'union nationale avec les communistes. Il était peu favorable à Léon Blum parce qu'il n'avait « ni sauvé le libéralisme, ni instauré le socialisme ». Défenseur du projet Violette pour l'Algérie, *Temps Présent* ne disait pas un mot du décret Crémieux. Même tour de passe-passe sur la question palestinienne. *Temps Présent* était aussi très prudent sur la guerre d'Éthiopie, bénie par Pie XI, et sur la question espagnole.

Au moment de l'Anschluss, *Temps Présent* rejeta la responsabilité sur l'absence de gouvernement en France et sur la passivité britannique, ce qui n'était pas faux, mais il oubliait le fait que l'abandon de la Rhénanie en 1936, abandon voulu et salué par la gauche, nous interdisait, désormais, de porter secours aux pays d'Europe centrale. On le vit bien au moment de l'affaire des Sudètes mais, comme d'habitude, la rédaction de *Temps Présent* était divisée... Ces divisions venaient du fait que *Temps Présent* prétendait promouvoir une "politique chrétienne" alors que celle-ci n'existe pas.

Profondes erreurs

À cela s'ajoutaient de profondes erreurs. Ainsi dans un numéro spécial de juin 1938 sur les fascismes que M^{me} Sevegrand qualifie de « très remarquable », les rédacteurs ne distinguaient pas « entre les expériences italiennes et allemandes ». Bien mieux, dans un article prétendument historique, Maurice Carité prétendait que « les catholiques allemands avaient résisté "dès le premier jour" et [que]

par Yves LENORMAND

le Vatican n'avait jamais composé avec l'État nazi.

Ce brave homme n'avait jamais dû entendre parler du concordat de 1933 et le même ajoutait, sans rire : « L'histoire de l'épiscopat allemand pendant ces dernières années demeurera toujours l'une des plus belles pages de l'histoire de l'Église. » Sans doute faisait-il allusion à la déclaration du cardinal Bertram, archevêque de Breslau qui écrivit à Hitler en juillet 1933 pour le féliciter de la signature du concordat qui permettrait à l'épiscopat de collaborer avec le gouvernement nazi afin « de permettre à l'Église de mettre au service de l'État et de la patrie, dans un esprit de foi, de morale et de fidèle obéissance envers les autorités toutes les forces de la sainte religion ». C'est ce que *Temps Présent* appelait "résister" à Hitler !

Contradictions

Temps Présent devenu *Temps Nouveau* dès le début de la guerre, fut divisé sur l'action du Maréchal, mais après l'invasion de l'URSS, il rejoignit évidemment la "résistance", une "résistance" essentiellement intellectuelle, telle que la pratiquaient les jésuites de Lyon. Cela n'empêcha pas Hubert Beuve-Mery de déclarer sentencieusement après la guerre que « le Maréchal avait trahi ». Selon *Temps Présent*, il avait divisé la France. C'était le confondre avec De Gaulle, ancien abonné de *Temps Présent* avant guerre (il avait eu la carte n° 7).

Le nouvel hebdomadaire qui renaissait de ses cendres était beaucoup plus à gauche que son prédécesseur. Pour lui l'essentiel était de maintenir l'unité de la Résistance. En politique extérieure il était pour le neutralisme et pour le fédéralisme

européen. En politique intérieure il défendait le tripartisme. Il était pour De Gaulle mais contre le gaullisme, pour la répression en Algérie et en Indochine mais en faveur d'une évolution dans les colonies. Bref, on trouvait les mêmes contradictions qu'avant guerre, sauf que désormais *Temps Présent* ne voulait plus être un journal catholique car l'épiscopat s'était trompé entre 1940 et 1944 en soutenant le Maréchal, dont le gouvernement était pourtant le seul légitime.

Contre l'école libre

Ce fut un article contre les subventions aux écoles libres qui commença à ouvrir les yeux des lecteurs. Au fur et à mesure, les abonnés quittèrent l'hebdomadaire. Comme l'écrivait l'un d'eux : « Les catholiques ont besoin plus que jamais d'avoir une ligne de conduite nette à suivre et non pas à nager entre deux eaux. Or T.P. (sic) n'a jamais pris position depuis la Libération. C'est une erreur. »

Temps Présent est mort effectivement avec le tripartisme et avec la naissance de la Guerre froide, faute d'avoir choisi son camp. Il est mort aussi à cause de la contradiction entre une rédaction engagée à gauche et un lectorat plus conservateur. Il est mort de la concurrence plus habile de *Témoignage Chrétien* avant de renaître trois ans plus tard sous la forme d'un bimensuel encore plus progressiste : *La Quinzaine*.

Voilà où conduisait la politique inaugurée par Pie XI avec la condamnation de *L'Action Française* : au naufrage de la presse catholique. ■

* Martine Sevegrand : *Temps Présent, une aventure chrétienne. Éd. du Temps Présent, 322 p., 23 euros.*



INDISPENSABLE AUX ÉTUDIANTS ET LYCÉENS

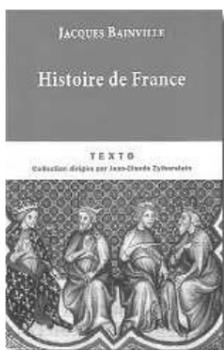
L'Histoire de France de Jacques Bainville rééditée

Après la réédition de l'œuvre majeure de Jacques Bainville par les éditions Godefroy de Bouillon ces dernières années, il faut saluer encore une fois, en cette période de rentrée, la réédition récente (mars 2007) en format de poche aux éditions Tallandier qui s'agrémentent de trois textes préliminaires.

D'abord, l'Avant-propos de l'auteur qui explique le cadre de son travail. Puis une note de l'éditeur, Jean-Claude Zuberstein, qui se déclare un « Français d'importation » et

ne craint pas d'avouer la séduction qu'exerce sur lui la « belle Histoire de France » de Bainville. Il souligne que « le nationalisme ne conduit pas nécessairement au fascisme, moins encore à l'antisémitisme et à la xénophobie ».

Le troisième texte est une introduction par Antoine Prost qui montre que Bainville a voulu faire



une œuvre de raison s'efforçant de mettre en lumière les causes et les conséquences des événements. Bainville a écrit une histoire politique de la France qui est elle-même une œuvre de l'intelligence et de la volonté. Pour que notre pays se construise, il a fallu

une autorité forte et continue qui poursuive au long des siècles un même dessein.

Lycéens et étudiants doivent lire cette *Histoire de France* qui leur fera comprendre comment notre pays s'est fait malgré les périls encourus. Pour un prix modique (12 euros) ils acquerront une mine de réflexion irremplaçable sur notre histoire nationale en même temps qu'ils seront enivrés par un récit qui allie la clarté à l'harmonie.

P.P.

* Jacques Bainville : *Histoire de France. Éd. Tallandier, coll. Texto, 570 p., 12 euros.*

■ Le chevalier d'Éon est aujourd'hui plutôt connu des cruciverbistes. Et ceux qui en savent un peu plus l'imaginent comme un personnage ambigu du temps des Lumières, ayant entrete nu un grand mystère au sujet de son sexe. Et pourtant dans sa réalité historique le personnage valait autrement plus, comme le révèle Philippe Luyt, éditeur et parent du chevalier, dans une élégante plaquette publiée à l'occasion des festivités organisées en 2007 par la ville de Tonnerre.

C'est en cette ville que naquit le 5 novembre 1728 Charles-Geneviève d'Éon, lequel après de brillantes études au collège des Quatre-Nations devint à dix-neuf ans avocat du roi, fréquenta tous les beaux esprits du temps dont le cardinal de Bernis, écrivit de solides ouvrages politiques, puis fut appelé à entrer dans le "secret du roi", c'est-à-dire la diplomatie secrète que menait personnellement Louis XV. C'est alors que des missions très confidentielles lui furent confiées, qu'il accomplit avec succès, notamment auprès de la tsarine de Russie, puis du roi d'Angleterre. La nécessité de camoufler sa véritable identité l'amena, selon les intérêts du roi, à paraître en habits d'homme ou de femme (sous le nom de M^{lle} de Beaumont).

Pourtant rien d'équivoque chez ce capitaine des Dragons, distingué par de grands faits d'armes au cours de la guerre de Sept Ans, Croix de chevalier de Saint-Louis, puis ministre plénipotentiaire avec rang d'ambassadeur à l'âge de trente-cinq ans !

Il était au sommet de sa gloire quand son rival M. De Guerchy se mit à le tracasser avec des procès à multiples rebondissements. Il dut alors vivre surtout à Londres, mais la question de son sexe ne cessait de faire grand bruit, à tel point que Louis XVI était réellement persuadé que d'Éon était une femme, voire une dame pieuse..., tout en l'utilisant comme agent en Angleterre jusqu'à la Révolution...

Celle-ci l'empêcha de regagner sa ville de Tonnerre et le força même à vendre sa bibliothèque. À sa mort le 21 mai 1810, une autopsie confirma qu'il était bel et bien « un homme et parfaitement conformé ».

Philippe Luyt présente cet authentique personnage historique dans toute sa variété, toujours au service du roi. En outre l'auteur et son cousin Regnault de Beaucaron ont enrichi la plaquette de nombreux témoignages contemporains et de magnifiques reproductions de tableaux, sans oublier que d'Éon fut aussi un ambassadeur avisé des vins de Tonnerre...

Un ouvrage qui enchantera aussi les collectionneurs.

Michel FROMENTOUX

* Philippe Luyt : *D'Éon de Tonnerre. Iconographie et histoire. Édition limitée, disponible à l'Office du Tourisme de Tonnerre (89700).*



Fantastique Tourneur

Il y aura trente ans, le 19 décembre 2007, disparaissait, à Bergerac (Dordogne), l'un des plus géniaux cinéastes que la vieille Europe n'ait jamais enfanté avec Michael Curtiz (*Les aventures de Robin des bois*, 1938) ou Fritz Lang (*les Contrebandiers de Moonfleet*, 1954), le bien nommé, Jacques Tourneur.

Ce magistral réalisateur français naturalisé américain, ayant commencé sa carrière hollywoodienne dans l'ombre de son père, Maurice Tourneur (« bon ouvrier de l'écran », selon Bardèche et Brasillach), vaut à une poignée de cinéphiles avertis de ne pas sombrer entièrement dans l'oubli. C'est ainsi que *l'Écran fantastique*, revue spécialisée du genre, a eu l'excellente idée de consacrer à cet artisan talentueux, un dossier commémoratif en deux parties agrémenté d'une riche iconographie.

Alexandre Milhat, auteur éclairé de cette brillante rétrospective, nous rappelle, à juste titre, qu'ayant « apporté un sang neuf au cinéma fantastique », Jacques Tourneur imposera également « un style novateur dont l'audace elliptique et l'acuité fantastique influenceront plusieurs générations de metteurs en scène ». *La Féline* (1942), avec l'envoûtante et inquiétante Simone Simon, filmé avec une époustouflante économie de moyens, inaugurerait un cinéma fantastique qui puisera davantage dans les peurs primitives refoulées des hommes dans les créatures monstrueuses sorties tout droit de l'imagination d'un scénariste inspiré. Héroult d'une esthétique post-expressionniste, Tourneur exploitera remarquablement les ressorts de la noble civilisation européenne dont il est issu.

Ces films fantastiques minimalistes, aux accents de tragédie grecque, explorent nos peurs les plus inavouées. Le cinéaste érige la malédiction et le fatalisme en nouveaux critères du genre. De ce point de vue, Tourneur qui ne tournera pas que des films fantastiques (*Vaudou* et *L'Homme-Léopard* en 1943) et s'essayera avec brio au western (*Le passage du Canyon*, 1946) et au film noir (*La griffe du passé*, 1947) est au cinéma ce que H. Ph. Lovecraft est à la littérature fantastique et d'épouvante. Puisse ce dossier spécial faire découvrir ou redécouvrir aux jeunes et moins jeunes générations ce cinéaste injustement méconnu.

Émile BEAUFORT

* *L'Écran fantastique*, septembre et octobre 2007, n° 279 et 280, 4,75 euros le numéro. Le triptyque fantastique est disponible en DVD aux éditions Montparnasse (24,99 euros le coffret).

Requiem pour le Ténor di Grazia

L'Italie toute entière, l'Europe et les États-Unis sont, depuis quelques semaines, en deuil du chanteur à la voix d'or : Luciano Pavarotti. L'Extrême-Orient, le Japon, la Chine se joignent à ce trône douloureux. Merveille de la technologie, la voix magnifique nous reste, gravée à jamais dans des disques compacts qui enchantent nos soirées domestiques ou nos trajets en voiture.



Je me souviens, sans l'avoir jamais applaudi sur scène, l'avoir cependant beaucoup écouté dans les années 70, lors de retransmissions de Donizetti, de Bellini, depuis Vienne, Glyndebourne ou la Scala de Milan, frappée par la beauté et la fraîcheur de cette voix unique, outil idéal du bel canto. Ce timbre vibrant et riche en couleurs constituait une révélation, qu'il servit Puccini, plus rarement Mozart ou par la suite se fit l'interprète idéal du grand Verdi.

Cependant, au début des années 80 – j'habitais alors Athènes et voulant conserver une antenne outre-atlantique, recevais le *Time Magazine* – quelle ne fut pas ma

surprise de trouver mon Italien favori et son incroyable sourire, en couverture ! Un reportage de plusieurs pages lui était consacré, illustré de photographies le montrant – déjà replet – entouré de ses enfants dans sa piscine californienne. Quel chemin parcouru... Sans doute la rencontre d'un impresario de beaucoup d'entregent, Herbert Breslin qui avait tôt fait de le transformer en star américaine, très bienvenu d'ailleurs au Metropolitan Opera ainsi qu'à Chicago. Mais allait-on nous gâcher notre oiseau chanteur ?

Luciano ne nous délaissa pas : il enregistra beaucoup et nous légua de purs trésors lyriques. À partir de 1990 les récitals, à but humanitaire, dits des « Trois ténors » avec José Carreras et Plácido Domingo accrurent encore sa notoriété. Enfin, l'infatigable Luciano créa, dans sa ville de Modène, des concerts de bienfaisance, en plein air, connus sous le nom de *Pavarotti & Friends* où l'artiste invitait des chanteurs de variétés à se produire à ses côtés, pour la bonne cause. Et ça marchait... la musique et le chant descendaient dans la rue, pénétraient les cours, entraient par les fenêtres, couraient sur les places... Soyons lui reconnaissants.

Ainsi le public put-il, outre Céline Dion et Zucchero, apprécier Riccardo di *Bal Masqué* ou le Nemorino triomphal de *L'Élixir d'amour* et, bien sûr, l'air fétiche de Calaf dans *Turando* « *Vincero...* » qui vient de retentir une ultime fois sous les voûtes de la cathédrale de Modène. En vérité, il doit y avoir, ces temps-ci, grand-fête au sein des chœurs angéliques. ■

Mon frère est fils unique

Mémoire militante

L'affiche du film *Mon frère est fils unique* par Pierre LAFARGE mur contre mur, les miens avec les miens et les tiens avec les tiens. C'est là que sont nées les « années de plomb », avec tous ces abrutis sur les routes. »

Un roman italien fait revivre le MSI des années 1960 et l'horreur des années de plomb.

Antonio Benassi a quatorze ans quand il rejoint, pour échapper à ses études de géomètre et aux coups de sa mère, les rangs du MSI de Latina, sa ville natale construite par Mussolini au sud de Rome. S'ensuivront trois années de militantisme effréné au sein du parti néo-fasciste jusqu'à son exclusion pour anti-américanisme.

Se rendant alors compte des limites du MSI « canal officiel », financé qu'il est par la Cofindustria (notre Medef) pour s'opposer au communisme, Benassi va évoluer après 1968 vers la gauche militante dont son frère Manrico s'affirme comme l'un des espoirs. Il va alors devenir, comme tant d'autres, prisonnier de la stratégie de la tension dans la folie des années de plomb.

Avec le recul, il situe le début de l'escalade lors de la descente du MSI, Giorgio Almirante en tête, à la cité universitaire de Rome : « Et c'est ce jour là, devant la faculté des Lettres, que s'est rompu le front des générations :

Le principal mérite du livre réside dans le réalisme criant avec lequel Pennacchi fait revivre ses années militantes : de la grève lycéenne à la perturbation des meetings adverses en passant par la description de cadres missinistes incapables de répondre aux aspirations de leurs jeunes adhérents.

Pour ce qui est de la peinture politique de l'Italie des années 1960, *Mon frère est fils unique* est à ranger aux côtés du *Cheval rouge* d'Eugenio Corti. Au rayon des souvenirs militants, on le clas-



serait plutôt entre *L'Organisation* de Jean Rolin et *Cœur de cuir* de Patrick Gofman. C'est assurément une des bonnes surprises de la rentrée littéraire. ■

* Antonio Pennacchi : *Mon frère est fils unique*. 448 p., 25 euros.

NOTE DE LECTURE

Un « innocent » à Alger

Louis Gardel, l'auteur de *Fort Saganne*, est un pied-noir intermittent. Il s'est efforcé de l'oublier pour faire une carrière d'éditeur au sein des très progressistes éditions du Seuil. Il s'en souvient de temps en temps pour écrire un livre, car c'est là tout son patrimoine. Il aura mis cinquante ans pour trouver intéressante l'idée de raconter son adolescence à Alger.

Autant dire qu'il n'a pas vécu grand-chose des sept années de guerre (1954-1962). Pourtant il a tout compris très vite. Dès les premières lignes de *La Baie d'Alger*, il écrit qu'au début de l'année 1955, du haut du balcon de sa grand-mère, il a lancé un cri désespéré : « C'est fini ... l'Algérie, c'est fini ». Étonnante prémonition chez un enfant de quinze ans, d'autant que la suite du livre est un plaidoyer pour « l'innocent » qu'il était, qui ne pouvait rien voir, rien entendre, rien comprendre.

Il découvre aujourd'hui cette fatalité qui ne l'avait pas frappé à l'époque : il était « rangé par sa naissance dans le rang des colonialistes ». Il en ressent une honte rétrospective et un sentiment d'injustice. Car ce garçon d'excellente famille n'avait rien

par Norbert MULTEAU

de commun avec les pieds-noirs de base, « bornés et vulgaires ». Il fréquentait des grands bourgeois libéraux qu'il prenait pour des personnages de Proust acclimatés dans les belles villas d'Hydra et d'Aïn-Taya, et des intellectuels de gauche, des militants pro-F.L.N., un curé porteur de valises qui aimait les fellaghas « comme son prochain »...

Il n'était pas raciste : il aimait bien les Arabes, la bonne de sa grand-mère, le marchand de légumes de son quartier... les seuls qu'il connaissait. Il n'était pas antisémite : son meilleur copain, au lycée Bugeaud, était juif. Il n'était pas homophobe : son professeur de latin qu'il vénérât, était homosexuel. Il n'avait rien d'un macho phalocrate mais tout d'un chérubin élevé dans un univers de femmes (grand-mère, tantes, cousines...). Un « innocent », à tous les sens du terme : idéologique, sentimental... et sexuel. La plus grande partie du livre est, en effet, consacrée à raconter les émois et désarrois d'un puceau qui ne comprend pas

plus la psychologie des filles qu'il ne comprend celle des pieds-noirs et, moins encore et, moins encore, celle des Arabes. C'est tout ce qu'on pourra retenir de ce livre : les affres du passage de l'âge des culottes courtes à l'âge du pantalon.

Du point de vue où il se situe aujourd'hui (entre Proust et Camus), Louis Gardel tient à marquer ses distances avec sa communauté d'origine. Pied-noir certes, mais « innocent », les coupables étant les autres forcément : coupables d'être nés là, d'y vivre heureux et de ne pas s'en repentir.

Louis Gardel a-t-il lu *Pilote de guerre*, de Saint-Exupéry ? Extrait : « Puisque je suis d'eux, je ne renierai jamais les miens, quoi qu'ils fassent. Je ne prêcherai jamais contre eux devant autrui. S'il est possible de prendre leur défense, je les défendrai. S'ils me couvrent de honte, j'enfermerai cette honte dans mon cœur et me tairai. Quoi que je pense alors sur eux, je ne servirai jamais de témoins à charge » ■

* Louis Gardel : *La Baie d'Alger*. Éd. du Seuil, 252 pages, 18 euros.

Poches en stock

Providence de tous ceux qui, en raison des prix prohibitifs du livre en France, pourraient rarement en acheter, les éditions de poche présentent des catalogues fournis, enrichis chaque mois de nombreux titres, parmi lesquels se côtoient classiques et parutions récentes. Tous, d'une façon ou d'une autre, se font les échos de l'époque qui les a vus naître, mais aussi d'une constante de l'humanité : une sauvagerie toujours prête à resurgir en chacun.

Tragédie grecque

Certains spécialistes analysent la tragédie grecque comme une mise en scène de l'effort civilisateur opposé, précisément, à ces démons de la barbarie toujours mal dominés, une apologie du rôle bénéfique de la cité et de la politique. Cette lecture est sans doute exacte, même si, évidemment, elle n'épuise pas le sujet.

Pris sous cet angle, le personnage d'Électre est singulièrement intéressant. Pourtant, le visage de la fille d'Agamemnon a connu, dans la littérature, d'assez grands avatars ; posséder les trois œuvres dans lesquelles elle tient une place prépondérante, *Les Choéphores* d'Eschyle, et les deux pièces éponymes d'Euripide et de Sophocle, permet d'approfondir ce personnage de femme hantée par la vengeance, rongée par la haine et qui en arrive à commettre un matricide incapable, finalement, de lui apporter le soulagement espéré.

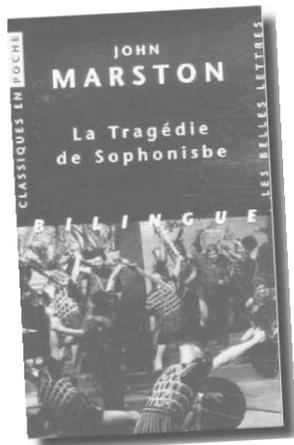
Cette édition propose, ce qui n'avait pas encore été fait, dans une traduction nouvelle, résolument contemporaine dans l'expression, les trois pièces en un seul volume, précédées d'une remarquable étude d'Anne Lebeau consacrée aux variantes du sujet, aux thématiques propres à chacun des auteurs, et à leur héritage dans les littératures modernes. Mais, chacun à sa façon, Eschyle, Euripide et Sophocle ne disent-ils pas tous trois qu'il n'est de paix, privée ou sociale, issue d'un sacrilège, et qu'aucune divinité, en dépit des apparences trompeuses, n'a pu exiger de ses propres enfants le sang de Clytemnestre ? Prétendre le contraire ébranlerait la cité.

Extrême violence

La Tragédie de Sophonisbe ou la Merveille des femmes, de John Marston, fut jouée à Londres pour la première fois en 1606, l'année de la naissance de Corneille, lequel s'en souviendrait. Chacun, alors, pétri de culture classique et d'auteurs latins, connaissait l'héroïne et l'acte qui la fit passer à la postérité. Il n'est pas assuré que son nom dise aujourd'hui grand-chose à nos contemporains. Donc, Sophonisbe est la fille d'Hasdrubal, suffète de Carthage, et la fiancée du roi maure Massinissa, qu'elle aime et qui l'aime en retour. Leur mariage jette dans la fureur le roi de Libye, Syphax, également amoureux de la jeune fille ; avide de se venger, cet allié de

Carthage rallie le camp de Rome à l'heure où Scipion s'appête à l'assiéger. Afin de demeurer fidèle coûte que coûte à son bien-aimé et conserver sa liberté, sans nuire pour autant ni à sa patrie ni à l'honneur de Massinissa, Sophonisbe, implacable dans sa logique de grandeur, résout le cas de conscience qu'elle pose à ses proches en se donnant la mort.

L'originalité de Marston, dont la pièce n'avait jamais été traduite en français avant cette version en alexandrins libres de 1996, présentée en édition bilingue reprise dans la collection Classiques en poche, est l'extrême violence de sa vision de la guerre. Rien de grandiose ni d'épuré, mais un déchaînement d'horreur et de cruauté dont les hommes, à la différence de Sophonisbe, s'arrangent plus ou moins.



Jacqueline Pelorson, traductrice et présentatrice, n'hésite pas à dire de cette œuvre qu'elle met en scène l'action du mal dans le monde. Un mal qui paraît triompher puisque le geste de la jeune Carthaginoise, s'il tranche tout, apparaît aussi comme la défaite de la pureté, de l'innocence, de l'amour, enfin de ces valeurs que Sophonisbe, habituée à traverser la vie "haut perchée", a vues se fracasser contre la basse réalité.

Lutte fratricide

L'horreur guerrière et son cortège sont-ils donc inévitables, ou bien l'individu, dans son impuissance, est-il cependant susceptible d'apporter un démenti à cet ordre du monde ? Telle est la question qui sert de fil conducteur au roman de Javier Cercas, *Les Soldats de Salamine*.

Romancier raté, ou qui le croit, le narrateur traîne une désolante carrière journalistique à Barcelone. Un jour, au hasard d'une rencontre, un écrivain célèbre, fils d'un autre écrivain célèbre, celui-là figure de proue de la Phalange espagnole, lui raconte comment son père, en 1939, prisonnier des Rouges, après avoir miraculeusement échappé au peloton d'exécution, a dû la vie à un soldat républicain qui l'a volontairement laissé fuir.

Aux yeux du journaliste, pur produit d'une génération désireuse d'oublier le passé, la guerre civile a toujours paru aussi loin-

par
Anne BERNET

taine, inintéressante, incompréhensible et inutile que la bataille de Salamine. Et voilà que cette anecdote lui fait soudain prendre conscience, au contraire, de l'urgence de comprendre pourquoi ces hommes, parfois encore en vie, se sont affrontés.

À travers l'étonnante personnalité de Rafael Sanchez Mazas, remarquable poète, romancier merveilleux, ami de José Antonio Primo de Rivera et théoricien exalté du phalangisme alors qu'il n'avait rien d'un foudre de guerre, sauvé par la compassion inattendue d'un adversaire, se pose tout le drame de l'affrontement fratricide, et celui du pouvoir des mots. Cependant, tandis qu'il achève la biographie de Sanchez Mazas, l'auteur sent la nécessité de retrouver l'autre, l'anonyme, le communiste, et de lui demander, s'il en est temps encore, à quoi il a bien pu penser en cette seconde cruciale qui lui a interdit de tirer.

Les Soldats de Salamine, d'un point de vue littéraire, si tant est que la traduction permette d'en juger, n'est pas un chef d'œuvre. Pourtant, il a commotionné l'Espagne. Probablement parce qu'il parle, avec une simplicité désarmante, sans manichéisme aucun, d'un sujet devenu tabou, et invite à regarder le passé en face, sous peine de ne jamais pouvoir s'en libérer. Une leçon de bon sens mais dont la France, quant à elle, depuis deux cents ans, semble incapable.

Retour en enfance

L'enfance est-elle un état unique durant lequel ce passé dont chacun d'entre nous est l'héritier ne pèse pas sur nos épaules, parce qu'il brille à travers un prisme lumineux, dépourvu de nuages capables d'assombrir notre propre avenir ? Jean Dutourd, ou plutôt Jeannot, l'enfant qu'il fut dans les années vingt, le pense.

Le monde des adultes, en ce temps-là, lui représentait un univers bizarre, régi par des lois extravagantes qu'il convenait de ne pas enfreindre de crainte de peiner ces créatures imparfaites et stupides appelées "grandes personnes" toujours préoccupées d'autre chose que du moment présent. Les événements de cet univers extérieur n'avaient aucun caractère triste ni inquiétant. La victoire de 1918 assurait aux générations suivantes une paix définitive qui ne leur laisserait d'autre souci que de gérer leur statut de fils de héros ; la révolution russe avait conduit en France des gens pittoresques certainement heureux de découvrir les bienfaits du luxe occidental et les pires malheurs de ce vert paradis, hormis la mort prématurée de la mère, d'ailleurs longtemps dissimulée à l'orphelin, relevaient de la cruauté d'un pion

ou d'un professeur, lesquels n'ignoraient pas de quel tranquille sadisme sont capables les élèves envers l'enseignant jugé faible. Cette bulle de sérénité devait éclater un matin de janvier 1933, à l'aube de l'adolescence, le jour où un certain "Hilaire" comme disait le concierge des Dutourd, était, en Allemagne, élu chancelier.

Pour artificielle, voire impossible, que soit, fatalement, cette recherche du regard et des sentiments de l'enfant entreprise par l'adulte qu'il est devenu, l'exercice est intéressant tant du point de vue littéraire qu'historique, et la plume, comme le commentaire, toujours acéré, caustique, et juste.

Cri d'indignation

Cette barbarie prête à exploser qui entourait les insouciantes années folles, désireuses de la croire à jamais éradiquée, fait-elle intrinsèquement partie de notre humanité, au point de jaillir même dans les endroits et aux moments les moins propices, croyait-on, à ses débordements ?

Éminent critique littéraire, Pol Vandromme nourrissait depuis son enfance wallonne une passion pour un sport en ce temps-là jugé inoffensif, consistant à taper du pied dans un ballon rond. Cela occupait sans malice les après-midi de congés et donnait parfois l'occasion d'aller voir jouer des équipes fameuses dont les champions déployaient une maestria quasi artistique.



Et puis, l'argent s'en était mêlé, attiré par la popularité des joueurs, et la politique, parce que les amateurs de ballon rond ne se souciaient pas, pendant ce temps, de leurs difficultés, tandis que les passions patriotiques, qui n'avaient plus droit de cité en dehors des stades, s'enflaient pour ces enjeux dérisoires. Le mélange était détonnant, quoique l'on fit semblant de ne pas le savoir. Il fallut en prendre conscience au soir du 29 mai 1985, quand les partisans d'une équipe anglaise connus pour leur violence se ruèrent sur les soutiens de l'équipe adverse italienne, sur les gradins du Heysel, à Bruxelles. Dans la panique effroyable qui suivit, les morts se comptèrent par dizaines, les blessés par centaines. Cela n'empêcha pas la partie de se jouer.

Le pamphlet de Vandromme, écrit à chaud au lendemain du drame, se veut tour à tour cathartique, furieux, douloureux. C'est le cri d'indignation de l'honnête homme face aux brutes, et celui de l'enfant dont on a sac-cagé les souvenirs innocents. Les causes du mal, il les a pointées d'un doigt accusateur, à la recherche d'une nouvelle morale pour son jeu. Force est d'admettre que personne ne s'est avisé de suivre ses conseils, qui eussent remis trop d'intérêts en jeu. Notre société n'a point cherché à civiliser ses barbares, juste à mieux les contrôler. En attendant la prochaine explosion.

Courage et lucidité

L'affaire Dutroux, qui eut pareillement la Belgique pour cadre, fut-elle un symptôme du même mal, celui rongant un monde privé de ses valeurs ? Personne n'a oublié les petites Julie et Melissa, mortes de faim et de soif dans la cave où le pédophile les avait emmurées, pas plus que ses autres victimes, enlevées, violées, torturées, enterrées vives par un homme, selon la formule "bien connu des services de police" mais pourtant jamais interrogé alors qu'une série de rapt d'enfants bouleversait l'opinion.

Sabine Dardenne avait douze ans lorsque, pour son malheur, elle croisa la route de ce prédateur en se rendant au collège. Cela lui valut quatre-vingts jours de sévices effroyables avant qu'un enlèvement de trop qui, cette fois, avait eu des témoins, conduise à l'arrestation du criminel et à la libération des fillettes encore en vie.

J'avais douze ans, j'ai pris mon vélo et je suis partie pour l'école... publié par Sabine Dardenne au terme du procès qui l'a longuement confrontée à son tortionnaire, n'est pas l'un de ces récits chocs destinés à gagner de l'argent en flattant les bas instincts d'un public de voyeurs, mais un récit sobre, dénué d'exhibitionnisme qui, plus que l'enfer vécu, raconte comment l'adolescente s'est peu à peu délivrée de sa haine et de son désir de vengeance, qui la liaient paradoxalement à Dutroux. Le courage et la lucidité d'une victime qui ne voulait pas s'enfermer dans ce rôle constituent sans doute la meilleure réponse à l'omniprésence du mal. ■

* *Eschyle, Euripide, Sophocle : Électre. Le Livre de poche, classiques de poche, 382 p., 6 euros (39,36 F).*

* *John Marston : La Tragédie de Sophonisbe. Les Belles Lettres, Classiques en poche, 140 p., 9 euros (59,04 F).*

* *Javier Cercas : Les Soldats de Salamine. Le Livre de poche, 280 p., 6 euros (39,36 F).*

* *Jean Dutourd : Jeannot, mémoires d'un enfant. Presses Pocket, 305 p., prix non communiqué.*

* *Pol Vandromme : Les Gradins du Heysel. La Table ronde la petite vermillon, 130 p., 7 euros (45,92 F).*

* *Sabine Dardenne : J'avais douze ans, j'ai pris mon vélo et je suis partie à l'école... Presses Pocket, 185 p., prix non communiqué.*

Offrande à la Chouette

Il est des objets, des images, des animaux par **Jean-Baptiste MORVAN** pose qu'il y a un rapport entre "chouette" et

aussi parfois, que nous regrettons de ne pas voir mieux traités par le langage populaire, dans ses symboles étranges et familiers. Mais aussi, en certaines occurrences, nous restons interloqués devant la

"chou" épithète affectueuse, attendrie ou familièrement admirative. Il resterait à expliquer pourquoi ce végétal, promis depuis un temps immémorial à notre cuisine européenne, qualifie les enfants. La Reine Marie-Antoinette appelait – dit-on – le petit Dauphin : « Mon chou d'amour ». Ma cousine Dorothée Follavoine estime que cet usage flatteur provient non du chou naturel et horticole, mais de "chou à la crème" des pâtisseries... Telle est la magie des superstitions "langagières".

Il serait bon d'offrir aux humeurs agressives des symboles en accord avec les instincts combatifs.

présence d'une double interprétation contradictoire. La chouette, dans les campagnes au temps jadis, était considérée comme de mauvais augure : était-ce parce qu'on lui trouvait une physionomie désagréable, amère et renfrognée ? Ou parce que son cri aux heures vespérales semblait inquiétant ?

On a fort vraisemblablement pensé que le terme de "chouan", donné comme surnom à des gens qui avaient un air peu amène, n'avait aucun rapport avec l'artificielle hypothèse de "chat-huant", mais venait directement d'un mot celtique désignant l'oiseau nocturne. Son image a figuré comme signe honorable dans les emblèmes de l'Armée catholique et royale, avec les lys.

Mais elle s'est prêtée aussi à des formules imprécatoires, comme dans le refrain de la chanson vengeresse des prisonniers de guerre français de 1940 – si nous en croyons Francis Ambrière : « Dieu des Français, sois chouette – Fais périr tous ces salauds ! – Qu'ils crèvent la gueule ouverte – Et pourrissent dans l'eau / Glou, glou, glou, glou... ». Il y a là une férocité dont l'intention reste sympathique...

Dans le commun langage, "chouette" est un adjectif élogieux, on ne sait pourquoi, et je connais un magasin de modes dont l'enseigne s'orthographe facétieusement "Chwett", qui prend un faux air britannique, voire quelque peu snob... Mon ami Polydore, toujours féru de linguistique mystérieuse et de rapprochements singuliers, sup-

Athéniens et Chouans

Pour ce qui concerne la réputation du chat, objet de maintes adorations littéraires, le public ordinaire regarde avec déférence les chats noirs, tandis que les blancs, les gris, les pelages rayés et les "écaille-de-tortue" ne passent point pour des porte-malheur. Quant au fer-à-cheval et au trèfle-à-quatre-feuilles, ils sont toujours favorables, mais comme symboles publicitaires de la Loterie nationale... On ne discerne que peu ou pas de superstitions renouvelées ou objets d'inventions soudaines : je ne tiendrai pas compte de la croyance affectée par quelqu'un de mes relations, qui se méfie de la douteuse puissance de certains signes de ponctuation : pour lui, les points de suspension sont chargés d'une menace secrète et hypocrite, et il les qualifie de "points de suspicion"...

En la saison des arrière-congrès politiques et autres "universités d'été", il serait bon sans doute d'offrir aux humeurs agressives des symboles en accord avec les instincts combatifs. Mais je me refuse à y inclure la chouette qui m'est chère et à bien des égards, comme compagne des lys chouans et monnaie d'argent des Athéniens. Il me reste à promouvoir quelque objet ou animal que je puisse charger d'une indignité au moins relative. Renan aimait à répéter le vieil adage : « Tout ce qui se fait sans les Athéniens est perdu pour la gloire ! » Au contraire, la chouette attique mérite une respectueuse offrande et un fidèle hommage... ■

Rousseau, Romantisme et Révolution

■ Jamais peut-être il y eut de livre si malheureux que *Le Génie du christianisme*. Par ce livre fut consacré, contre l'esprit voltairien, l'alliance des catholiques avec un esprit pire, celui de l'Émile et du Contrat social. La profession du vicaire savoyard fut désormais au fond de l'apologie que les coryphées les plus brillants de la nouvelle littérature présentaient au nom de l'Église. Il est vrai qu'avec Bonald et Maistre une autre apologie, seule digne de celle-ci, voyait le jour. Mais on l'entendit mal, on ne la discerna pas, ou plutôt on n'en connut quelque chose que par le canal de Lamennais ; lequel, attaché un instant par humeur à l'intransigeance des principes, était au fond né pour leur ruine.

L'influence de Maistre et de Bonald ne sut former enfin d'école que celle des libéraux de dix-huit cent trente, de Lacordaire et de Montalembert. Elle était tournée de façon que l'exécuteur testamentaire de M^{me} Schwetchine, la fille spirituelle de Maistre, ne fut autre enfin que M. de Falloux, coryphée du libéralisme.

Louis DIMIER
Les Maîtres de la Contre-Révolution au XIX^e siècle

VI^e partie, la Contre-Révolution catholique, Veillot. Paris, Librairie des Saints-Pères, 1907

Louis Dimier affirme que l'esprit de Rousseau est pire pour l'ordre catholique que l'esprit voltairien. S'il ne nie pas Dieu, il le travestit, ce qui est plus dangereux, il fait passer le sentiment avant la raison, il moralise sur tout, confondant les registres et paralysant l'exercice de l'intelligence dans les filets de la sensibilité. « Nous ne sommes pas des gens moraux », disait Henri Vaugois, non pour rejeter les exigences de la morale dans la vie personnelle et sociale, mais pour faire échapper la pensée à un discours globalement moralisateur issu des nuées romantiques qui mène toujours à la confusion mentale et à l'hypocrisie.

Cette nocivité de Rousseau, son anti-intellectualisme morbide, ont été parfaitement analysés dans l'ouvrage magistral de Pierre Lasserre, *Le Romantisme français* (1907). Le deuxième chapitre de la première partie s'intitule nettement : *Rousseau est le romantisme*.

Profondément marqué par Rousseau, Chateaubriand publia en 1802 *Le Génie du christianisme*. Cette dangereuse apologétique connut un succès extraordinaire dans tous les milieux qui s'opposaient, ou pensaient s'opposer, aux Lumières. L'auteur voulait montrer « que de toutes les religions qui ont jamais existé, la religion chrétienne est la plus poétique, la plus humaine, la plus favorable à la liberté... » Il dit à un autre endroit : « Il fallait appeler tous les enchantements de l'imagination et tous les in-

térêts du cœur au secours de cette même religion contre laquelle on les avait armés. »

Veillot l'anti-Rousseau

Ainsi, Maistre et Bonald étant déformés par Lamennais, espèce de Savonarole breton imbu de Chateaubriand et de Rousseau, les beaux commencements de la ré-



François-René de Chateaubriand
1768-1848

L'incarnation du romantisme

action catholique au libéralisme auraient peut-être été définitivement détournés sans l'intervention d'un homme extraordinaire, Louis Veillot. Homme du peuple, il rejetait de tout son être les afféteries du libéralisme salonard ; âme ardente et populaire, il répugnait au ton gourmé et dévot des catholiques libéraux et eut l'audace de retourner contre la libre-pensée la plume même de Voltaire. Pour la première fois depuis Rivarol, l'esprit de la Révolution sentit sur son dos le fouet de la satire, la morsure du sarcasme. Oui, Veillot trempa la plume de Voltaire dans l'encrier de Maistre et de Bonald.

À partir de 1844, il fit passer l'intégrité des doctrines d'ordre sans ménagement ni cérémonie dans *L'Univers*, il étonna et inquiéta les journalistes du *Siècle* et du *Journal des Débats*. Comme Louis Dimier, Veillot avait parfaitement compris la nocivité essentielle de Rousseau, qui touche l'intelligence, la sensibilité, la morale, qui salit l'âme : « Les gens du XVIII^e siècle me font mal au cœur. J'ai toujours haï leur philosophie, leur raillerie, leur polissonnerie. Rousseau surtout m'est insupportable. C'est ma bête. Tous mes instincts se prêtent contre lui. Il me répugne dans ses raisonnements, dans ses sentiments, dans ses agréments. Ce Rousseau est l'effronterie incarnée, l'ingratitude incarnée, l'emphase incarnée. Il est sale. Il est de cette nature de domestiques qui souillent les maisons. Je n'admire rien de ce qu'il a dit, j'ai dégoût de tout ce qu'il a fait. »

Jean-Jacques Rousseau fut un responsable direct de la Révolution ; les Jacobins, Robespierre en tête, furent ses fils spirituels, affublant les fureurs révolutionnaires du masque hypocrite de la crise religieuse qui traverse l'époque moderne et contemporaine. La nocivité foncière de Rousseau, père du romantisme, apparaît encore dans un des plus grands textes de la pensée d'Action française, *Romantisme et Révolution* de Charles Maurras, dont on ne saurait trop conseiller la lecture.

Gérard BAUDIN

L'ACTION FRANÇAISE TARIF DES ABONNEMENTS

1. Premier abonnement France (un an)	76 €	5. Abonnement de soutien (un an)	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an)	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an)	45 €
3. Abonnement ordinaire (un an)	125 €	7. Outre-mer (un an)	135 €
4. Abonnement de six mois	70 €	8. Étranger (un an)	150 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Tél..... Courriel.....

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre PUJO
Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT

Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005...

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).



LE MONDE ET LA VILLE

NAISSANCE

● Marie-Laurence, née Baux, et Jean-Pierre CANET ont la joie de faire part de la naissance le 20 mai 2007 à Montpellier de leur fils **Louis**, Édouard, Mathieu, baptisé le 16 juin à Perpignan.

Nous adressons nos félicitations aux parents et aux grands-parents, en particulier, nos amis dévoués M. et M^{me} Édouard Baux, délégués d'Action française à Perpignan.

DÉCÈS

Claude ADAM

● Nous avons appris avec beaucoup de peine le décès de **Claude ADAM**, le samedi 1^{er} septembre 2007 à Perros-Guirec à l'âge de 88 ans.

Il a été pendant plus de vingt ans l'infatigable animateur de l'Union des Intellectuels indépendants, qui organisait des dîners-débats toujours suivis par une nombreuse assistance.

Ancien étudiant d'Action française, il est toujours resté fidèle à son engagement, ne manquant jamais nos banquets annuels des Amis de l'Action française ni nos colloques jusqu'à ce que la maladie l'eut obligé à restreindre son activité.

Les obsèques de Claude Adam ont été célébrées le jeudi 6 septembre en l'église de Brélevenez à Lannion (Côte d'Armor). Une messe aura lieu prochainement à Paris pour le repos de son âme.

Nous présentons à M^{me} Monique Adam son épouse, à M. et M^{me} Philippe Adam, M. et M^{me} Olivier Adam, M. et M^{me} Ludovic Ortman, ses enfants et à tous ses petits enfants, nos très sincères condoléances avec l'assurance de nos prières.

INFORMATIONS

● **DÎNER-DÉBAT** de *Radio-Silence*, avec **Anne COFFINIER**, présidente de l'association *Créer son école : Pourquoi il est possible de sauver l'école ?* **Mercredi 10 octobre** à 19 h 30, restaurant Le Grenadier, gare d'Austerlitz, 75013 Paris. Prix : 25 euros (étudiants 20 euros), à envoyer à *La Voix du Silence*, 5 rue Dufrenoy, 75116 Paris.. <http://www.radio-silence.org>

CONCOURS LITTÉRAIRE

● Comme chaque année depuis un demi-siècle, le concours littéraire de la **RENAISSANCE AQUITAINE** sera ouvert dès parution de cette annonce, pour être clos le 30 novembre 2007.

Tous les genres sont admis : poésie, roman, nouvelle, essai, chroniques, en langue française et en langue d'Oc. Le règlement doit être demandé, contre, obligatoirement une enveloppe timbrée et adressée pour la réponse, chez le président : **Alexis Arette**, quartier La Carrère, Momas 64230.

RENTRÉE DES ÉTUDIANTS D'AF À PARIS

le vendredi 28 septembre à 19 heures

dans les locaux de l'AF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

AU PROGRAMME :

- Communication du nouvel organigramme étudiant
- Définition des axes de travail pour l'année 2007-2008
- Détail des différentes campagnes lycéennes et étudiantes
- Présentation du nouveau matériel militant
- La réunion sera suivie d'un apéritif offert dans la tradition d'AF

Seront mis à disposition autocollants, affiches, cahiers de formation royaliste, sans oublier le journal étudiant *Insurrection*.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

www.afe-blog.com - www.actionfrancaise.net - insurrection.actionfrancaise.net



■ *Les vacances s'achèvent. Sous le soleil couchant, les dernières bulles de mon verre s'évanouissent en un panache doré. Devant la plage déserte, balayée par quelques vents chauds, l'esprit se ressource pour affronter les défis de cette nouvelle année. Le sable tourbillonne et forme des spirales hypnotiques et obsédantes. Le temps s'arrête pour quelques instants : sur cette étendue battue par les flots, ma pensée rassemble les quelques forces dont nous disposons : une fière élite jeune et dynamique arborant un étendard frappé des trois lys. Ils sont peu*

C'EST LA RENTRÉE...

nombreux, mais qu'importe : la résolution et la sagacité suffiront pour briser les obstacles qui se dresseront sur leurs pas.

Parfois un nuage plombé vient voiler l'astre lumineux et si l'obscurité révèle mieux les contours flous des présents, le frisson qui me parcourt alors me rappelle que nombreuses seront les résistances. Qu'ils viennent donc ces eurocrates cupides et aseptisés, ces libéraux cacographes et pédants, ces tenants de Marianne la blennorragique, ces résidus d'urnes et de

démagogie, nous aurons un mot pour chacun ! Cette année encore nous formerons nos lignes pour, non pas restaurer la monarchie, mais pour l'instaurer. Nos came-lots fougueux seront partout présents pour lutter contre le traité simplifié d'abord, puis sur tous les autres fronts où la France sera à défendre !

Le nuage passe et un rayon de soleil vient me caresser le visage, humble chaleur qui sort le corps de

sa torpeur. Petite étincelle, parcelle d'espoir dans les ténèbres ! La route est encore longue pour que triomphent les solutions de salut public face au cancer social démocratique qui ronge ce pays, mais la nature sans cesse par son exemple nous redonne le courage nécessaire pour poursuivre le chemin !

La dernière bulle remonte à la surface du verre, saluant l'ultime leur du jour par une ascension parfaite. De loin en loin s'allument des lumières sur la digue, la nuit sera douce, cette année d'AF aussi !

VINDEX



Dimanche 7 octobre 2007

RASSEMBLEMENT DE LA SAINT MICHEL

À JAMBLES EN SAÔNE-ET-LOIRE

- 10 h 30 : messe traditionnelle en l'église de Jambles
- 12 heures : dépôt de gerbes puis vin d'honneur dans le chai de Mme Peyrerol
- 13 heures : déjeuner bourguignon au restaurant du Centre à Saint-Jean-de-Vaux

Allocution de Michel FROMENTOUX, directeur de l'Institut d'Action française, vice-président de l'Association professionnelle de la Presse monarchique et catholique

Inscription auprès du CLIP, 20 rue Auguste Comte, 69002 Lyon. Tél. : 06 62 48 12 31

Participation : 25 euros ; étudiants : 17 euros ; tarif spécial pour familles nombreuses.

Pour des raisons d'organisation et permettre à nos amis non véhiculés de se rendre au déjeuner, nous demandons à toutes les personnes disposant d'une voiture de prendre contact avec Alexandre Boritch au 06 62 48 12 31.

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

Directeur Michel FROMENTOUX
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
01 40 39 92 14 - iaf@actionfrancaise.net

Mercredi 10 octobre 2007

L'IDÉOLOGIE DÉMOCRATIQUE

par Maxence HECQUARD

philosophe et écrivain

à 20 h 30 précises

Brasserie Le François-Coppée, premier étage
1, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris (métro Duroc)
Participation aux frais : 5 euros. Étudiants et chômeurs : 2 euros



10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS,
75001 PARIS
TÉL. : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ
PAR PIERRE JUHEL

PRÉSIDENT : PIERRE PUJO
VICE-PRÉSIDENT :
STÉPHANE BLANCHONNET

CHARGÉS DE MISSION

FORMATION : PIERRE LAFARGE
SECRETARE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS :
JEAN-BAPTISTE KIVEL

ADMINISTRATION :
Mlle DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :
MEMBRES ACTIFS (32 €),
ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),
BIENFAITEURS (150 €)

L'AF REÇOIT

Luc Beyer de Ryke

VERS UN ÉCLATEMENT DE LA BELGIQUE ?

« La capacité d'intervention politique de la Monarchie est extrêmement ténue »

Luc Beyer de Ryke, né à Gand dans une famille francophone, a été pendant dix-huit ans présentateur du journal télévisé de la RTBF. Il a également exercé durant dix ans le mandat de député belge au Parlement européen. Observateur attentif et



acteur de la vie politique belge (il est toujours titulaire d'un mandat local à Uccle), il a notamment publié, aux éditions François-Xavier de Guibert, Tocsin pour la Belgique (2000) et Les lys de Flandre (2002). Il est bien connu de nos lecteurs ainsi que des auditeurs de l'Institut d'Action française. Il a une fois de plus accepté spontanément de venir nous éclairer sur la situation de son pays.

ACTION FRANÇAISE 2000. – Dans quel climat les élections législatives de juin dernier se sont-elles déroulées ?

LUC BEYER DE RYKE. – Les élections ont été précédées par une "fausse vraie émission" de la RTBF annonçant que la Flandre avait pris son indépendance. Le concepteur et réalisateur, Philippe Dutilleul, m'avait parlé de ce projet quelques mois avant. J'étais un peu hésitant, mais toute notre hiérarchie a marché. Je m'insurge toujours contre le terme "canular" : ce n'était pas un canular, c'était un acte politique, et la volonté était de dire : « Réveillez-vous, voilà où nous allons ! »

Succès des séparatistes

On peut tirer quelques enseignements de cet événement, selon l'accueil qu'on lui a réservé. On peut louer la totale indépendance du service public : imaginerez-vous en France une émission de ce type, annonçant par exemple que la Corse vient de prendre son indépendance ? Aucune sanction n'a été prise contre les journalistes impliqués. Mais certains ont dénoncé leur irresponsabilité portant atteinte à la crédibilité de l'information. En tout cas, plus de 80 % des francophones y ont cru : ce scénario est dans les esprits de tous. Il s'agissait bien d'un acte politique, qui préfigure la réalité à laquelle on risque d'être confronté maintenant.

AF 2000. – L'issue du scrutin a-t-elle confirmé ces inquiétudes ?

L.B.d.R. – Absolument. Le

Vlaams Belang a perdu un siège, mais ce recul est très largement compensé par des gens qui nourrissent les mêmes sentiments. Les démocrates-chrétiens flamands du CD&V, pour le confédéralisme qu'ils ne baptisent pas séparatisme mais qui lui équivaut de facto, ont remporté un succès amplifié par leur alliance avec un petit parti, la N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie), issue de l'ancienne Volksunie ultranationaliste. Celle-ci est passée de un à cinq sièges. Les deux formations sont totalement soudées dans la négociation. Yves Leterme, qui est donné comme futur Premier ministre, a recueilli 800 000 voix : ce n'est pas beaucoup mais c'est énorme ! Il est incontournable. Les libéraux flamands, qui s'étaient montrés assez modérés quand ils étaient au pouvoir, ont eu affaire à la scission de Jean-Marie Dedecker. On lui promettait éventuellement un siège, deux en cas de triomphe... Il en a obtenu cinq. Par conséquent, une majorité de 53 % va du confédéralisme au séparatisme pur et simple.

AF 2000 – Que demandent les Flamands ?

L.B.d.R. – Rappelons le dernier élément en date : Philippe de Winter, la figure de proue du Vlaams Belang, a provoqué une réunion anticipée du Parlement flamand et proposé une motion tendant sans équivoque au séparatisme. Il n'a pas été suivi : tous les partis flamands, à l'exception de quelques isolés, ont voté contre la recevabilité de cette motion. Mais n'y voyez pas un signe d'unité ! On ne veut pas pour l'instant aller à l'éclatement, mais mettre en œuvre une réforme institutionnelle. Celle-ci comprendrait la scission immédiate de BHV (Bruxelles-Hal-Vilvorde), l'arrondissement judiciaire et politique de Bruxelles, le dernier lieu en Belgique sur le territoire flamand où une minorité francophone peut être jugée en français, ou voter, tant pour les élections nationales qu'euro-péennes, pour des candidats francophones. Pour la Flandre, ce scandale doit cesser : il n'y a pas un centimètre carré de la terre flamande qui ne puisse disposer de l'homogénéité linguistique totale. C'est le parachèvement de toute l'évolution du statut de la Belgique décollant des lois de 1932. Le principe en est simple. "Cujus regno, ejus religio", qui vit en Flandre parle le flamand, qui est en Wallonie le français et les dix-neuf communes de l'agglomération bruxelloise sont bilingues. Dix-neuf, et pas un pouce de plus !

La réforme institutionnelle projetée viserait à accroître le pouvoir des régions, à scinder la Sécurité sociale, la justice, la fiscalité, à laisser chacun décider du statut des étrangers, du code de la route, des plaques de voitures, etc. Ce n'est pas le Vlaams Belang mais la majorité des Flamands qui y est favorable : elle veut une région, voire un État indépendant disposant de toutes ses capacités.

Les négociations dans l'impasse

AF 2000. – Qu'en est-il des Wallons ?

L.B.d.R. – Du côté francophone que veut-on ? Rien ! C'est tout le problème de la négociation en cours : les francophones ne veulent pas de réforme institutionnelle. Si jamais on devait aboutir à la scission de BHV, ils voudraient étendre la région bruxelloise et ne plus la confiner à ses dix-neuf communes. Or, les Flamands ne sont prêts à céder à aucun prix sur ce point. Nous sommes dans une impasse totale.

L'informateur Yves Leterme est un homme politique capable, mais, jusqu'à présent, comme ministre président du Gouvernement flamand, il n'avait eu à composer qu'avec les seuls Flamands. Devant les francophones, il se montre un négociateur déplorable, et la situation s'enlise à tel point qu'il doit décrocher, malgré des missions de conciliation parallèles. On a rappelé Jean-Luc Dehaene, dont les notes ont été divulguées par la presse selon une méthode discutable, et qui propose une solution digne d'attention : former un gouvernement qui ne durerait que deux ans au lieu de quatre, et aborder ensuite les réformes institutionnelles concoctées dans le silence des cabinets. Herman van Rompuy, démocrate-chrétien également, tout nouveau président de la Chambre, est, lui, un négociateur habile. Il a rendu un rapport au Roi où il souligne que les choses bougent... dans la seule mesure où l'on continue à se parler. Ce qui est essentiel... mais peu.

AF 2000. – Le Roi dispose-t-il d'une marge de manoeuvre ?

L.B.d.R. – Elle est très mince. Le Roi, dit-on, n'est pas dans une forme excellente... Il a un tempérament différent du roi Baudouin, qui était un peu le confesseur du royaume ; je ne sais pas s'il a un vrai esprit politique. Le roi Albert, qui est arrivé tard

comme roi, a surtout rempli d'innombrables missions commerciales, pleines de succès. Il a lancé un vague appel à l'union, mais ses pouvoirs constitutionnels sont limités, et même du côté libéral flamand on songe encore à les restreindre ! La capacité d'intervention politique de la monarchie est extrêmement ténue, ce qu'ont démontré les "maladresses" du prince Philippe, qui n'a pas une personnalité très charismatique. J'ai de grandes appréhensions, de grands doutes sur le futur de la monarchie. Quoi qu'il en soit, comme je vous le disais dans notre entretien précédent, la monarchie est indispensable à la Belgique, mais elle est loin de suffire à protéger l'unité du pays.

Indifférence

AF 2000. – Aujourd'hui, les plus fidèles à la monarchie seraient donc les Wallons ?

L.B.d.R. – Paradoxalement, effectivement, les Wallons ont été des adversaires déterminés du roi Léopold, alors que les Flamands, à plus de 70 %, étaient en sa faveur ; aujourd'hui, on ob-



Excellent VRP, le roi Albert n'a pas encore fait la preuve de ses talents politiques.

serve un renversement de situation, et une bonne majorité des Flamands sont soit contre la monarchie, soit indifférents à son sort. Leur état d'esprit s'est clairement manifesté au pèlerinage de la tour de l'Izer : « Laissons la Belgique s'évaporer ! » D'ailleurs que reste-t-il concrètement de la Belgique ? Finalement, elle est devenue un pays virtuel...

AF 2000 – L'éclatement est-il inéluctable ?

L.B.d.R. – Depuis quelques jours à peine, certains éditorialistes de la presse flamande tiennent un discours tout à fait différent. Ils se demandent : « Mais où allons-nous ? » Tout droit vers un État qui pourrait être autoritaire, replié sur lui-même... et qui affaiblirait la Flandre. On se rend

compte que si rester ensemble paraît presque impossible, se séparer s'avère peut-être encore plus difficile !

Si la Belgique éclate, sa "rentabilité" dans l'Europe et dans le monde s'affaiblira d'autant. C'est "un petit pays qui n'est pas tout à fait petit" et dont le rôle n'est pas négligeable. De toute façon, les Flamands risquent de se heurter à un veto de l'Europe et de la Communauté internationale. Ce serait le premier pays qui éclaterait au plein cœur des pays fondateurs de la Communauté européenne ; ce serait un formidable coup d'accélérateur pour tous les irrédentismes.

Autre sujet d'inquiétude pour la Flandre : tous les jours, environ 340 000 Flamands viennent travailler à Bruxelles. Si tout cela éclatait, les "navetteurs" paieraient leurs impôts à Bruxelles et non plus en Flandre...

Extrême complexité

Par ailleurs, Bruxelles est un peu la Jérusalem de la Flandre, qui la considère comme sa capitale, mais on y compte 85 % de francophones, et seuls 44 % de la population sont d'origine belge. Aussi, étonnant paradoxe, la Flandre indépendante devrait reconnaître des minorités, alors que tout son combat tend à une homogénéité totale sur le plan linguistique.

Elle se plaint en outre d'être la vache à lait de la Wallonie, d'autant que la corruption dans les grandes villes wallonnes, notamment organisée par le Parti socialiste, a atteint des sommets (certains dans le PS à Liège étaient directement liés à la mafia sicilienne...) Concernant le régime des pensions, il est vrai que les Flamands paient pour les Wallons, mais au rythme où vont la démographie et le vieillissement de la population, la situation pourrait se retourner au détriment de la Flandre. Cependant, les chiffres du chômage sont parlants : 7 % en Flandre, 18 % en Wallonie, 22 % à Bruxelles ; la Flandre est une des régions les plus prospères de l'Europe.

En cas de séparation se poseraient plusieurs questions. D'abord celle de la dette : comment la partager ? La dette est fédérale, mais il existe aussi une dette régionale, importante pour la Wallonie, et qui, par contre, devrait être complètement épurée à la fin de l'année pour la Flandre. Ensuite, quid de la monarchie ? Et du statut de Bruxelles ? Il faudra plusieurs années de négociations pour organiser une séparation qui est un problème d'une extraordinaire complexité.

Nous sommes dans le processus tchèque, mais avec une situation interne qui n'est pas le même. La seule chose heureuse dans tout cela, c'est qu'on ne se trouve en aucune manière dans le schéma yougoslave : il n'y a pas de violence à craindre.

Propos recueillis par Michel FROMENTOUX et Grégoire DUBOST